

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2021-2022

21 FÉVRIER 2022

**Conférence sur l'avenir de l'Europe
– Recommandations du panel citoyen
belge**

ANNEXE

TABLE

- I. Recommandations (version française).....p. 2
 II. Recommandations (version néerlandaise).p. 32

Voir:

Documents du Sénat:
 7-326 – 2021/2022:
 N° 1: Rapport.

Ce document n'est pas disponible en version papier.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2021-2022

21 FEBRUARI 2022

**Conferentie over de toekomst van Europa
– Aanbevelingen van het Belgische
burgerpanel**

BIJLAGE

INHOUD

- I. Aanbevelingen (Franse versie)..... blz. 2
 II. Aanbevelingen (Nederlandse versie)..... blz. 32

Zie:

Documenten van de Senaat:
 7-326 – 2021/2022:
 Nr. 1: Verslag.

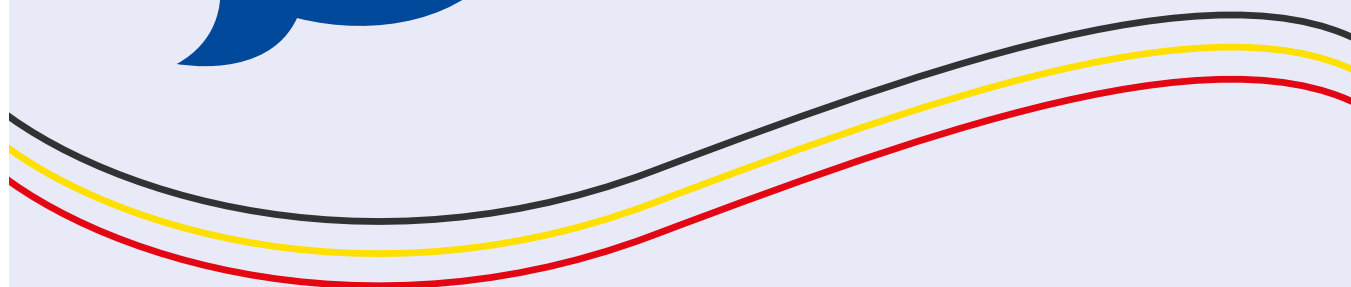
Dit stuk is niet beschikbaar op papier.

COMMENT MIEUX IMPLIQUER LES CITOYENS DANS LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE ?

Panel de citoyens belges

—
Conférence sur
l'avenir de l'Europe

octobre
– décembre
2021



COLOPHON

Titre	Comment mieux impliquer les citoyens dans la démocratie européenne?
Auteur	Le rapport reflète les délibérations et les recommandations formulées par un panel de 50 citoyens belges.
Éditeur responsable	Theodora Gentzis, Présidente a.i. du Comité de Direction du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. 15, Rue des Petits Carmes 1000 Bruxelles, Tél +32 501 81 11, diplomatie.belgium.be
Facilitation de la coordination	Glassroots
Coordination SPF AE	Hendrik Van de Velde, Elvine Miala
Soutien éditorial	Programme Affaires européennes, Institut Egmont
Conception graphique	Laura Cuypers
Dépôt légal	CMR23072021
Publication	Janvier 2022

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
MÉTHODOLOGIE	6
VISION DE L'EUROPE	10
5 SOUS-THÈMES	12
RECOMMANDATIONS	13
1. UNE MEILLEURE COMMUNICATION SUR L'UNION EUROPÉENNE	15
2. DÉSINFORMATION ET FAUSSES NOUVELLES SUR L'UE	23
3. LES PANELS CITOYENS COMME OUTIL DE PARTICIPATION	29
4. RÉFÉRENDUMS DANS LES AFFAIRES EUROPÉENNES	35
5. INSTRUMENTS PARTICIPATIFS EXISTANTS	41
PIÈCES JOINTES	51

INTRODUCTION

Le 9 mai 2021 a marqué le lancement officiel de la Conférence sur l'avenir de l'Europe: un exercice à grande échelle lancé par l'Union européenne, l'un de ses principaux objectifs étant d'associer plus étroitement les citoyens à la définition des défis auxquels l'Union est confrontée. Au niveau européen, la Conférence s'organise autour de trois canaux: une plate-forme numérique, des panels de citoyens et une session plénière. La plateforme numérique est un outil ouvert à tous, sur lequel des idées peuvent être échangées et des événements peuvent être partagés. Quatre panels composés de 200 citoyens sont organisés de manière à refléter la diversité de la société européenne, selon une méthodologie identique à celle retenue pour les panels belges. Enfin, la session plénière est composée de représentants des différentes institutions européennes et d'ambassadeurs des panels de citoyens européens. En outre, des représentants des gouvernements et des parlements des États membres siègent également dans cette assemblée, ainsi qu'un citoyen par État membre représentant les initiatives nationales. La session plénière est chargée de formuler des conclusions, sur la base des contributions de la plateforme numérique et des recommandations formulées aux niveaux européen et national par les panels de citoyens et d'autres initiatives.

Afin d'accroître la participation des citoyens et des États membres au processus de la Conférence, l'Union européenne a invité tous ses États membres à mettre en place leurs propres initiatives pour apporter des contributions nationales à la Conférence. Les différentes autorités belges ont répondu positivement à cette demande et diverses initiatives ont été mises en place. Ce rapport couvre la contribution du gouvernement fédéral sous les auspices de la vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes Sophie Wilmès. En outre, d'autres ministres fédéraux, les entités fédérées et la société civile ont également apporté diverses contributions qui, ensemble, formeront la contribution belge à la Conférence. Un rapport d'ensemble sera publié qui donnera un aperçu de toutes les initiatives constituant la contribution de la Belgique à la Conférence.

MÉTHODOLOGIE

Les panels de citoyens au niveau fédéral se sont déroulés sur trois week-ends. Le thème – le rôle des citoyens dans la démocratie européenne – a été choisi par la Ministre parmi ceux inclus dans l’agenda de la Conférence (à savoir, dans ce cas, la démocratie européenne) et sa discussion a abouti à un ensemble de recommandations concrètes et cohérentes en l’espace de trois week-ends.

Comité scientifique

Un comité scientifique a été constitué pour accompagner le processus. Ses membres ont été choisis pour aider à façonner le processus grâce à leur expertise pertinente avec les panels de citoyens, en raison de leur relation académique avec la démocratie (participative/délibérative) ou bien encore leur implication dans le G1000 (qui a été le modèle pour l’organisation de ce panel).

- Dominik Hierleman (Démocratie et Participation en Europe-Fondation Bertelsmann)
- Min Reuchamps (Professeur de Sciences politiques-Université Catholique de Louvain)
- Ben Eersels (Coordonnateur G1000)
- Yves Dejaeghere (Professeur de Sciences politiques-Université d’Anvers)
- Soetkin Verhaegen (Assistante-Professeure en Politique européenne-Université de Maastricht)

Sélection des participants

Se fondant sur les bonnes pratiques de la démocratie délibérative, la sélection des 50 participants a été opérée de manière à assurer la plus grande diversité à partir des cinq critères suivants :

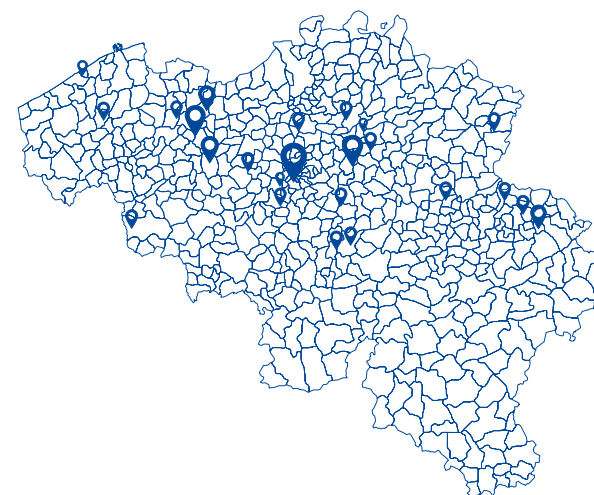
- Âge
- Genre
- Contexte socio-économique
- Rural/urbain
- Langue NL/FR

Cette sélection a été confiée au bureau iVOX, qui a déjà contribué à la sélection de panels similaires. iVOX dispose d’une base de données de 150.000 citoyens à partir de laquelle, grâce à un software approprié, peut être opérée la constitution d’échantillons sur base de critères pré-déterminés. Les personnes retenues au terme d’une première sélection ont reçu une invitation à participer au panel. Cette invitation a été élaboré par iVOX en collaboration avec Glassroots. Ils ont ensuite dressé une liste longue des citoyens intéressés avant de la réduire selon les critères imposés. Les personnes figurant sur cette liste ont alors reçu une information plus détaillée sur l’objectif, le calendrier et les modalités de mise en place du panel, de manière à ce qu’elles puissent confirmer le cas échéant leur participation.

Au terme de cette procédure, iVOX a été en mesure de transmettre une liste de 60 personnes à Glassroots, qui a ensuite systématiquement entretenu les contacts avec les participants, à commencer par l’envoi d’un dossier de documentation et l’organisation d’une séance d’information préalablement à la première réunion du panel.

Pondération des critères ; Composition du panel

Quota		Objectif	Atteint	% Atteint
Genre	Homme	50%	27	54%
	Femme	50%	23	46%
Âge	18-30	33%	15	30%
	31-45	33%	14	28%
	45+	33%	21	42%
Géographique	Rural	50%	24	48%
	Urbanisé	50%	26	52%
Langue	NL	50%	25	50%
	FR	50%	25	50%



Déroulement des travaux du panel

Les délibérations se sont étendues sur trois week-ends, en principe à trois semaines d'intervalle. Toutefois, en raison de l'aggravation de la situation sanitaire, la troisième session n'a pu se dérouler « en personne » comme les deux précédentes, et a dû être reportée de deux semaines.

Lors du premier week-end (23-24 octobre 2021), l'Union européenne et ses processus décisionnels démocratiques ont été présentés par deux journalistes (pour éviter la politisation du processus) : Rob Heirbaut de la VRT et Annick Capelle de la RTBF. En outre, une experte, Maaïke Geuens (Chargée d'enseignement en Droit public et Administration-Université de Tilburg), a été invitée à expliquer le thème de la démocratie délibérative et participative. Sur la base de ces introductions, de petits groupes de travail ont délibéré sur les thèmes qu'ils souhaitaient aborder au cours du deuxième week-end. À partir des scores donnés par les citoyens aux différentes propositions (voir annexe 3), les sujets les plus soutenus ont été subdivisés en quelques sous-thèmes. Quatre d'entre eux (Améliorer la communication sur l'UE; Détecter et contrer la désinformation et les fausses nouvelles sur l'UE; Les panels de citoyens comme outil de participation; Référendums dans les affaires européennes) ont fait partie des délibérations tout au long du deuxième week-end, et un dernier sous-thème (Amélioration des instruments participatifs existants) a été discuté au cours du troisième week-end.

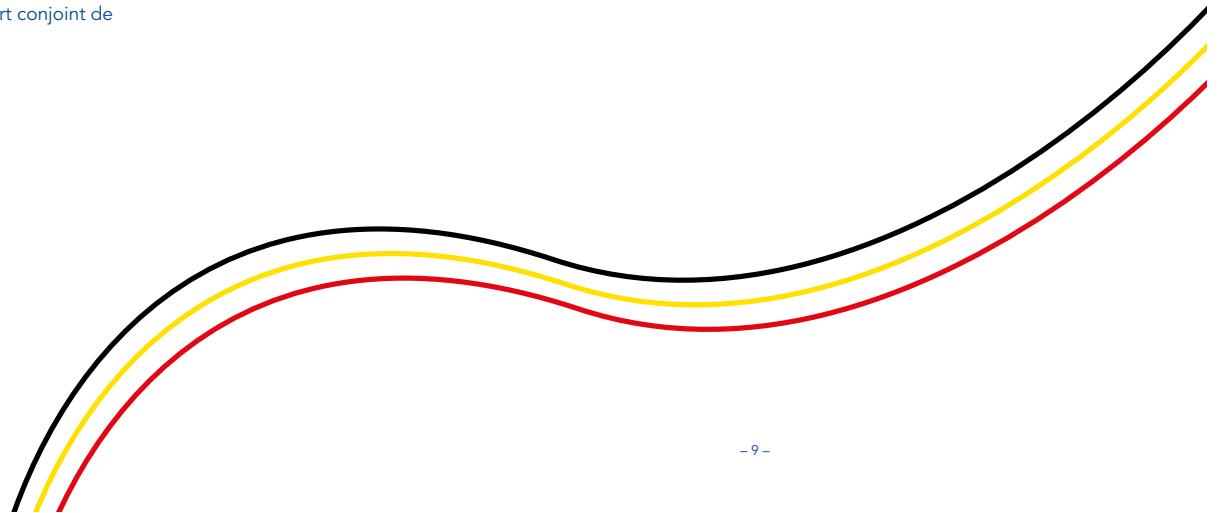
Au début du deuxième week-end (13-14 novembre 2021), Peter Van Aelst (Professeur en Sciences politiques-Université d'Anvers) a introduit les thèmes de la désinformation et des fausses nouvelles dans la communication politique, ce qui a permis aux participants de mieux appréhender ces phénomènes complexes après avoir longuement délibéré des différentes questions relatives à la communication (les deux premiers sous-thèmes) lors de la session précédente. La méthodologie suivie le deuxième week-end est inspirée de celle suivie pour le G 1000: quatre salles ont été mises à disposition, chacune gérée par un/des animateur(s) travaillant autour d'un des sujets et les 50 citoyens ont également été divisés en quatre groupes passant alternativement d'une salle à l'autre. Cela a ainsi donné à chaque groupe l'occasion de contribuer aux différents sujets, et ainsi de prendre connaissance des ajouts successifs des différents groupes à leur contribution initiale. Les recommandations autour des différents thèmes sont donc le résultat d'un effort conjoint de l'ensemble du groupe.

Une discussion sur le dernier sous-thème (Instruments participatifs existants) a donc eu lieu le troisième week-end (11-12 décembre 2021), à nouveau introduite par Maaïke Geuens. En outre, les recommandations résultant des délibérations des deuxième et troisième week-ends ont été votées, y compris la possibilité d'amendements finaux. Comme lors des week-ends précédents, des sessions plénières ont été organisées afin que les participants puissent recevoir des mises à jour régulières sur les progrès des différents groupes de travail et fournir un retour d'information à leur sujet.

Sur base de lignes directrices du Ministère des Affaires étrangères, l'organisation des travaux a été prise en charge par Glassroots, au niveau tant du déroulement général du processus que de l'organisation et de l'animation de chacun des trois week-ends. L'Institut Egmont a participé aux différentes étapes en tant qu'observateur, et a apporté son soutien dans la formulation des recommandations et la rédaction du rapport.

L'interaction permanente entre ces trois acteurs a contribué au bon aboutissement de cette initiative en facilitant l'expression la plus fidèle des échanges entre les citoyens.

Le résultat de ce processus peut être trouvé ci-dessous, les recommandations étant subdivisées selon les différents sous-thèmes auxquels elles sont relatives.



VISION DE L'EUROPE

« Quels objectifs voudriez-vous voir réalisés par l'Europe en 2050 ?

POLITIQUE SOCIALE

- soins de santé pour chacun
- lutte contre la pauvreté
- inclusion sociale
- l'Europe comme une communauté
- revenu de base universel
- attention pour la santé mentale
- équilibre entre vie privée et travail
- plus de sentiment collectif, moins d'individualisme

TECHNOLOGIE

- champions européens face aux technologies et plateformes étrangères
- accès au progrès technologique
- sécurisation des technologies et des données

ADMINISTRATION

- simplification
- accessibilité
- uniformisation au niveau européen (TVA; panneaux routiers)

POLITIQUE

- un leadership dynamique, avec une vision
- respect mutuel entre les responsables politiques et les citoyens
- volontarisme

COMMUNICATION

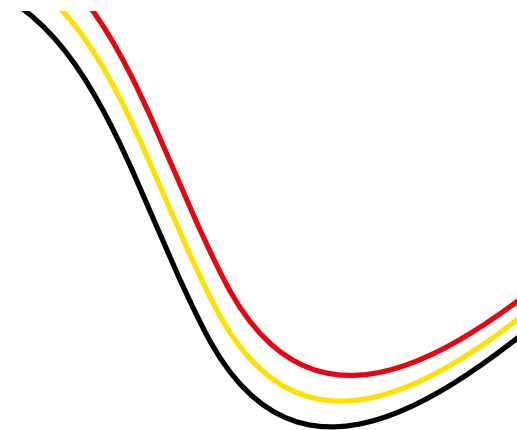
- maîtrise d'une autre langue communautaire par chaque citoyen
- développement de technologies facilitant la communication entre langues différentes
- communication plus claire et plus simple de l'UE vers les citoyens

SOCIÉTÉ

- la paix en Europe
- application obligatoire du droit européen dans chaque État membre
- possibilité de formation tout au long de la vie
- enseignement obligatoire de la vision et de l'histoire de l'Europe
- protection du bien-être animal

ÉCONOMIE

- lutte contre la fraude
- une puissance face à l'Asie et aux USA
- une production et des chaînes d'approvisionnement indépendantes
- promouvoir la coopération au développement comme réponse à la migration



5 SOUS-THÈMES

AMÉLIORER LA COMMUNICATION SUR L'UE

Comment rendre l'UE plus proche des citoyens ? Sur quoi et comment communiquer ? Comment rendre l'information sur l'UE plus accessible ? Comment garantir la qualité et l'objectivité de l'information ? Quels groupes-cibles viser et comment mieux les atteindre ?

DÉTECTER ET CONTRER LA DÉSINFORMATION ET LES FAUSSES NOUVELLES SUR L'UE

Comment mesurer l'ampleur de la désinformation et identifier les fausses nouvelles ? Comment s'en protéger ? Comment contrôler les médias susceptibles de les véhiculer ?

LES PANELS DE CITOYENS COMME OUTIL DE PARTICIPATION

Comment assurer la représentativité des panels de citoyens ? Quelles sont les bonnes méthodes pour les organiser ? Pour quels sujets serait-il approprié d'y recourir ?

RÉFÉRENDUMS DANS LES AFFAIRES EUROPÉENNES

Comment rendre la culture référendaire plus positive ? Sur quels sujets faudrait-il utiliser le référendum ? Comment éviter les abus et les manipulations ? À quelles conditions devrait répondre le référendum, s'il était introduit au niveau européen ?

INSTRUMENTS PARTICIPATIFS EXISTANTS

Comment améliorer l'efficacité démocratique des élections, du Médiateur européen, de la consultation, de l'initiative citoyenne européenne, du droit de pétition ?

RECOMMANDATIONS

Tout au long du processus, les organisateurs ont été extrêmement attentifs au respect des opinions émises par les citoyens. Jamais ils n'ont cherché à les influencer, par exemple en utilisant des arguments institutionnels ou en indiquant que, peut-être, ce qui était recommandé existait déjà, ne fût-ce qu'en partie. Les redondances, si il y a des redondances, s'expliquent sans doute en définitive parce que tout simplement l'action de l'Union européenne dans ce domaine est peu ou mal connue. Et le fait que certaines propositions ne puissent être mises en œuvre que moyennant une adaptation du cadre juridique est bien une indication du niveau des attentes des participants.

C'est pourquoi ce rapport énumère toutes les recommandations, y compris celles qui n'ont pas atteint la majorité simple lors du vote final. Elles sont clairement reconnaissables au pourcentage en **rouge et en gras**.

De plus, certaines des recommandations se contredisent et même lors des dernières discussions à leur sujet, des divisions ont subsisté entre les citoyens : elles sont reconnaissables parce qu'elles sont *en italique*.

Dans un seul cas, à savoir le caractère obligatoire ou non du vote aux élections européennes, les participants n'ont pu se départager et ont voté en nombre égal pour l'une et l'autre option (cela est indiqué en **orange et en gras**) : il reviendra aux destinataires de ces recommandations d'en tirer les conséquences



1. UNE MEILLEURE COMMUNICATION SUR L'UNION EUROPÉENNE

Outre les recommandations appelant à de nouvelles politiques, ces recommandations soulignent également des domaines dans lesquels l'UE prend déjà des mesures. Le choix d'inclure ces recommandations est donc double : d'une part, il exprime le soutien des citoyens pour continuer à se concentrer sur ces actions. D'autre part, il exprime également que l'UE n'est pas (toujours) en mesure d'atteindre la population en général en ce qui concerne les politiques qu'elle mène ou les actions qu'elle entreprend. C'est l'une des raisons pour lesquelles les citoyens ont également délibéré sur les larges groupes cibles présents dans la société et sur les canaux que l'UE pourrait mieux utiliser pour les atteindre. La liste des stratégies de communication possibles est purement exemplaire et vise principalement à encourager l'UE à communiquer de manière plus centrée sur le citoyen en ce qui concerne ses activités, en soulignant que le client en la matière est le citoyen.




(9)








7-326/2 – 2021/2022

Problématique 1:**La communication sur l'UE n'est pas satisfaisante.**

	Recommandations	Soutenu par
1.1	Nous proposons d'intégrer dans les parcours scolaires, dès le troisième degré de l'école primaire, des cours sur l'Union européenne. Le but est d'atteindre tous les citoyens et d'améliorer la connaissance de l'Union européenne.	88.4% 
1.2	L'Union européenne et plus particulièrement la Commission devraient mettre à disposition un matériel éducatif sur le fonctionnement de l'Europe pour les Ministères de l'Éducation des différents États membres. Outre les explications relatives au fonctionnement, à la composition et aux pouvoirs des institutions, ces formations devraient aussi prévoir un bref aperçu de l'histoire de l'intégration européenne. Un soin particulier devrait être apporté à l'utilisation d'un langage clair et compréhensible, accessible, ainsi qu'aux outils pédagogiques tels que des documentaires, des clips ou des programmes de télévision scolaire, dans les 24 langues.	95.0% 


Problématique 2:**Le projet européen reste étranger aux citoyens.**

	Recommandations	Soutenu par
2.1	Nous proposons aux institutions européennes de veiller dans leur communication à mieux expliquer ce qui relève du domaine de compétences de l'UE mais aussi ce qui n'est pas de sa compétence.	97.6% 
2.2	L'Union européenne devrait intégrer dans sa communication des exemples familiers issus de la vie quotidienne des Européens. Ces explications devraient être relayées au sein des États membres grâce à des accords entre les institutions européennes et les chaînes publiques nationales de télévision de manière à atteindre un vaste public.	80.5% 
2.3	En outre, les ressortissants des pays membres devraient être régulièrement informés – grâce à des clips vidéo par exemple – sur le rôle de l'Union européenne dans les autres États membres. Les avantages et les inconvénients de l'Europe seraient ainsi mieux mis en perspective dans les débats relatifs à l'avenir de l'Europe.	85.7% 

2.4	Afin de renforcer l'identité européenne, nous proposons de rappeler régulièrement et de rendre accessible les informations sur ce que serait la vie des Européens sans l'UE et ses réalisations concrètes.	92.7% 
2.5	Nous proposons aussi de faire de la Journée de l'Europe (9 mai) un jour férié européen pour tous les citoyens de l'UE.	81.4% 
2.6	Nous recommandons aux institutions européennes de veiller encore davantage à la simplification, à la compréhension et à l'accessibilité des informations relatives aux thèmes prioritaires traités au niveau européen.	97.6% 
2.7	Nous recommandons que l'Union européenne communique un dashboard indiquant pour chaque pays les ressources allouées par l'Union à chaque thème prioritaire. Toutes ces informations devraient être accessibles à partir du site web de l'Union européenne.	93.0% 
2.8	Nous recommandons que l'Union européenne communique une présentation claire du travail législatif en cours. Toutes ces informations devraient être accessibles à partir du site web de l'Union européenne.	90.7% 
2.9	Nous souhaitons que les institutions européennes soient davantage accessibles pour les européens. Leur participation aux débats lors des sessions du Parlement européen devrait être facilitée.	79.0% 
2.10	Nous recommandons d'élargir la participation au programme Erasmus à tous les étudiants, quelle que soit leur filière d'enseignement (technique professionnel, alternance). Tous devraient pouvoir participer à des échanges européens.	79.5% 
2.11	Nous recommandons de permettre à la population active de profiter de programmes d'échanges européens, quel que soit le secteur d'activité, aussi pour les entreprises locales. Tous devraient pouvoir participer à des échanges européens.	83.7% 
2.12	Nous recommandons de créer des cours de citoyenneté européenne, pour tous les citoyens européens.	83.7% 




Problématique 3:

La législation européenne n'est pas appliquée de la même manière dans les États membres.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Nous recommandons que l'Union européenne fasse plus souvent usage de la législation directement applicable dans les États membres. Cela permettrait de réduire les différences nationales dans la mise en œuvre de la législation européenne ce qui fragilise le projet européen. Cela permettrait aussi de valoriser les acquis européens les plus importants comme le marché intérieur, l'Euro et la zone Schengen.	81.4 % 


Problématique 4:

La démocratie européenne est menacée.

Recommandations	Soutenu par
4.1 Nous recommandons que la communication de l'Union sur la démocratie européenne, rappelle sans relâche et sans ambiguïté ce qu'elle signifie en Europe pour les Européens.	78.0 % 
4.2 Les valeurs et les principes des Traités de l'Union européenne auxquels les États membres ont souscrit lors de leur adhésion sont irréversibles. Leur protection doit continuer à être assurée.	81.0 % 
4.3 La protection des valeurs et principes des Traités est assuré par La Cour européenne et ne peut pas être mis en question par les États membres.	81.0 % 


Problématique 5:

Les informations sur l'UE sont peu accessibles et difficilement compréhensibles.

Recommandations	Soutenu par
5.1 Nous recommandons de renforcer la vérification des informations relatives aux questions européennes. Ces informations diffusées et vérifiées par les institutions doivent être facilement accessibles au public européen et aux médias nationaux de chaque État membre.	83.3 % 



Problématique 6:

Les médias nationaux véhiculent souvent une image négative de l'UE.

Recommandations	Soutenu par
6.1 L'UE doit aussi être davantage présente dans la vie de tous les jours des Européens en communiquant de manière plus proactive. (Par exemple en assurant par exemple le parrainage d'événements notamment culturels qui fédèrent les citoyens et les rendent fiers d'être citoyen de l'UE. La réalisation de reportages et de teasers permettrait également aux Européens d'avoir accès à des information contextualisées sur l'UE).	85.7 % 





Problématique 7:

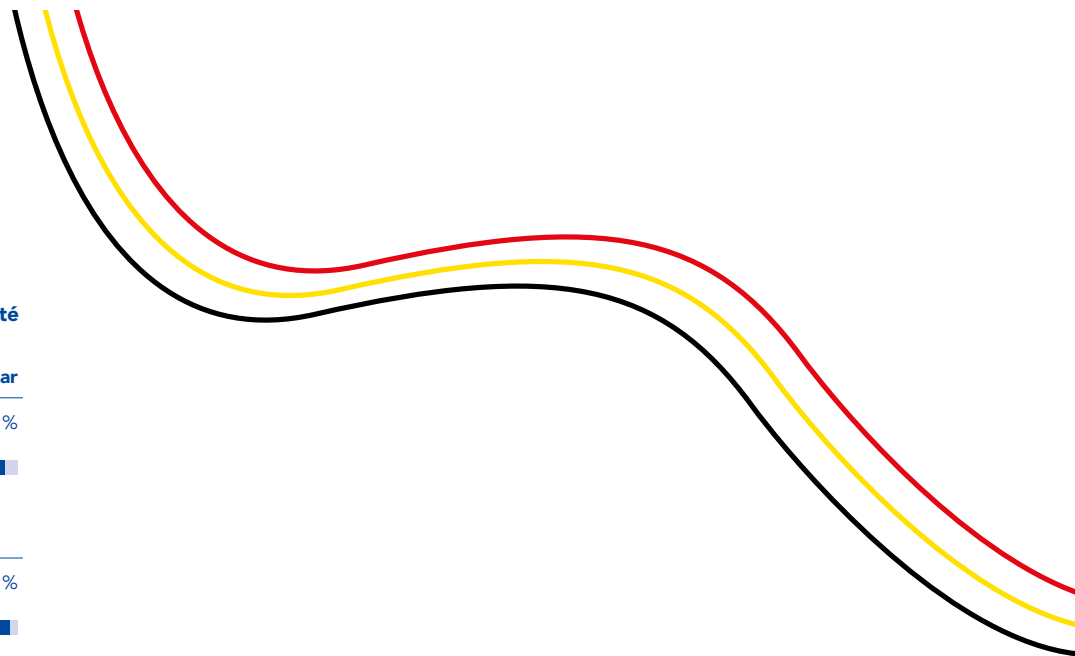
Les citoyens ne connaissent pas celles et ceux qui les représentent au Parlement européen.




Recommandations	Soutenu par
7.1 Nous recommandons aux parlementaires de mieux se faire connaître dans leur pays d'origine surtout en dehors des périodes électorales. Ils doivent être plus accessibles. Les motivations de leurs votes au Parlement européen doivent être rendues accessibles plus facilement aux citoyens européens via le site web de l'Union européenne.	92.7 % 
7.2 Nous recommandons aux partis politiques nationaux de veiller au rajeunissement des candidats sur les listes présentées aux élections du Parlement européen. Un tel mandat ne doit pas être considéré comme une récompense pour de bons et loyaux services rendus dans la politique nationale.	74.4 % 

Problématique 8:

La communication de l'UE est trop uniforme; elle ne tient pas compte de la diversité de la population.

	Recommandations	Soutenu par
8.1	Pour s'adresser à un public suffisamment large et varié, nous recommandons que l'UE tienne compte via une communication inclusive et ce dès le stade de sa conception, du grade scolaire des personnes visées, de leurs éventuels handicaps. De plus, nous recommandons aussi d'impliquer les personnes et les organisations (éducateurs de rue, agents de quartier, CPAS, société civile) pour la transmission de cette communication.	73.2% 
8.2	Afin d'atteindre la population active, nous recommandons d'investir davantage dans l'utilisation des canaux de communication existants pour fournir périodiquement l'information appropriée concernant l'UE par exemple à travers des programmes d'explication. En outre, nous recommandons de s'appuyer sur des ambassadeurs (tant des personnes que des organisations) promoteurs du projet UE.	83.7% 
8.3	Pour atteindre les jeunes et les étudiants, nous recommandons qu'à côté des canaux existants comme l'enseignement et les mouvements de jeunesse concernés, on fasse appel à des ambassadeurs en visant en particulier les influenceurs qui peuvent atteindre les jeunes à travers les médias sociaux. Une autre recommandation consisterait à organiser un concours pan-européen pour créer un personnage de bande dessinée qui plaise aux jeunes et leur fasse parvenir les messages européens.	69.8% 
8.4	Pour les seniors, nous recommandons d'utiliser les mêmes canaux que ceux proposés pour la population active. De plus, nous recommandons de chercher le juste équilibre entre communication digitale et non-digitale (presse écrite, radio, événements en présentiel) pour répondre aux besoins de chacun, y compris ceux qui sont moins à l'aise dans un environnement digital tout comme ceux qui sont moins mobiles dans la société.	85.7% 








8.5	Nous recommandons que par l'intermédiaire des cours d'intégration qui existent déjà dans beaucoup d'États membres, l'UE s'engage à inclure les «nouveaux européens» (les personnes qui grâce à l'une ou l'autre procédure d'immigration légale résident dans l'UE), et puisse leur faire connaître les autres canaux traditionnels par lesquelles l'UE communique. Enfin, nous recommandons aussi de donner une place au monde associatif local.	76.7% 
8.6	Par ailleurs, nous recommandons de faire descendre l'UE dans la rue, avec une communication inclusive. Par exemple, des panneaux publicitaires (digitaux) pourraient être utilisés, de même que des moyens de communication nouveaux comme les codes QR et des moyens traditionnels.	62.8% 
8.7	D'autres recommandations consisteraient à rendre l'UE plus visuelle (grâce à des petits films ou à de l'infographie), la création d'un mouvement sportif européen pour créer du lien/un sentiment d'appartenance et faire en sorte que l'hymne européen soit mieux connu.	68.2% 



2. DÉSINFORMATION ET FAUSSES NOUVELLES SUR L'UE

Les participants au panel ont manifesté d'emblée une conscience aigüe des risques de désinformation et de mésinformation, surtout dans des domaines plus techniques ou plus éloignés des préoccupations quotidiennes des citoyens. L'importance mais aussi les dangers de l'usage des réseaux sociaux ont été soulignés à cet égard, même si les médias classiques sont loin d'être exempts de tout risque. Les discussions ont aussi porté sur l'équilibre à trouver entre les besoins de contrôle, voire de sanction, et la liberté d'opinion et celle de l'information.




Problématique 1:**Le risque de désinformation est de plus en plus présent dans les médias.**

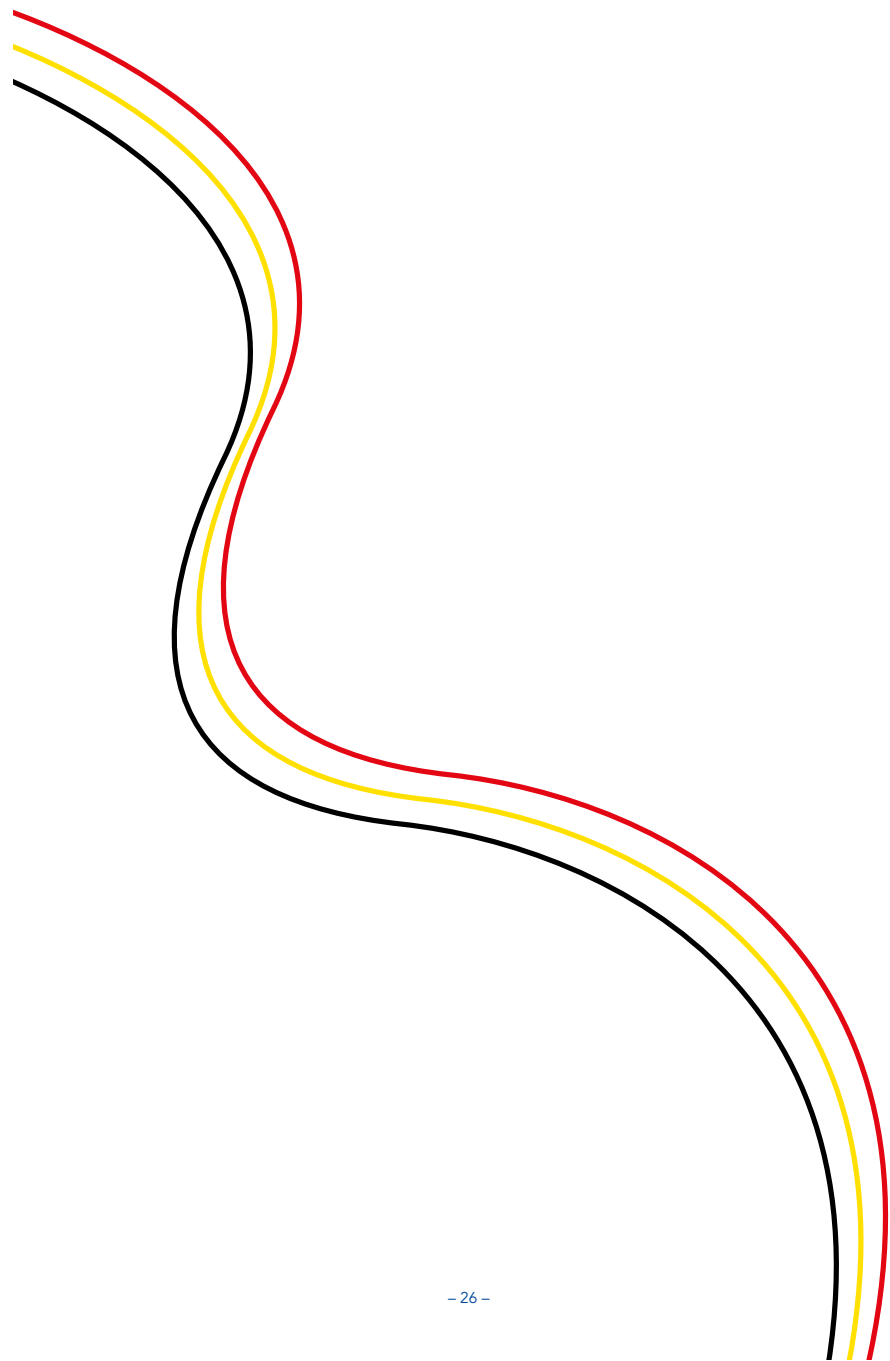
	Recommandations	Soutenu par
1.1	Nous recommandons de revoir le modèle de financement des médias, ainsi que la publication obligatoire des sources de revenus, de façon claire et accessible. Le modèle de financement des médias les pousse en effet au sensationnalisme, et donc à publier des informations sorties de leur contexte, les transformant en désinformation.	73.8 % 
1.2	Nous recommandons la citation obligatoire des sources par les médias en mettant à disposition des liens permettant de les vérifier. À défaut, une information doit être libellée comme non-vérifiée.	90.2 % 
1.3	Nous recommandons que le régulateur européen chargé de la lutte contre la désinformation (voir point 2) soit également chargé de l'accréditation des organisations assurant la vérification des informations (« fact checkers »).	85.4 % 
1.4	Nous recommandons la mise en place, dans chaque état-membre, d'une autorité indépendante chargée de vérifier la neutralité des médias. Cette autorité devrait être financée et contrôlée par l'Union européenne.	75.6 % 
1.5	Nous recommandons de diffuser une information à propos, des adresses URL des sites officiels de l'Union européenne, de manière à rassurer les citoyens sur l'origine de l'information.	90.2 % 

Problématique 2:**Beaucoup de citoyens doutent de la neutralité des médias.**

	Recommandations	Soutenu par
2.1	Nous recommandons la création d'un régulateur européen chargé de lutter contre la désinformation. Ce régulateur aurait notamment pour mission de fixer les critères d'un label de neutralité ainsi que d'établir, le cas échéant, un système de sanctions ou d'incitants liés au respect des standards de neutralité. Alternativement, l'adhésion à une charte déontologique pourrait être envisagée. Le label serait octroyé par l'autorité nationale indépendante et tiendrait compte des mesures appliquées par les médias pour lutter contre la désinformation.	87.5 % 
2.2	Nous recommandons l'installation d'une « hotline » européenne permettant aux citoyens de dénoncer la désinformation touchant aux compétences européennes (politiques et économiques).	82.1 % 




Problématique 3:**Les citoyens ne connaissent pas les risques de désinformation auxquels ils sont exposés.**

	Recommandations	Soutenu par
3.1	Nous recommandons que les plateformes soient obligées de publier une information claire et compréhensible sur les risques de désinformation auxquels s'exposent leurs utilisateurs. Cette information devrait être automatiquement communiquée dès l'ouverture d'un compte.	85.7 % 
3.2	Nous recommandons une formation obligatoire à l'utilisation des médias, dès le plus jeune âge et adaptée aux différents niveaux du système d'éducation.	74.4 % 
3.3	Nous recommandons le lancement par l'Union européenne de campagnes répétées sur la désinformation. Ces campagnes pourraient être identifiées par un logo ou une mascotte. L'Union européenne pourrait obliger les réseaux sociaux à les relayer cette par la diffusion de spots.	87.5 % 



Problématique 4:

Les moyens de luttres contre la désinformation sont insuffisants.







	Recommandations	Soutenu par
4.1	Nous recommandons la publication dans un langage clair et intelligible d'une information sur les algorithmes organisant les messages reçus par les utilisateurs des plates-formes.	83.3% 
4.2	Nous recommandons que les utilisateurs puissent désactiver de manière simple les algorithmes renforçant les biais de comportement. L'obligation d'offrir aux utilisateurs l'accès à d'autres sources défendant des positions différentes sur un même sujet, pourrait aussi être examinée.	80.0% 
4.3	Nous recommandons que l'Union européenne soutienne la création d'une plate-forme de médias sociaux répondant à ses propres standards en matière de neutralité et de lutte contre la désinformation. Alternativement, la plate-forme multilingue créée pour soutenir la Conférence sur le Futur de l'Europe pourrait se voir adjoindre de nouvelles fonctionnalités.	56.4% 




3. LES PANELS CITOYENS COMME OUTIL DE PARTICIPATION

Les membres du panel de citoyens notent qu'il n'existe pas suffisamment d'instruments pour impliquer les citoyens dans la vie démocratique de l'Union. Par exemple, au niveau européen, ils veulent utiliser un instrument participatif bien connu qui n'est pas utilisé au niveau européen (le référendum, voir les recommandations du tableau suivant), mais aussi un moyen plus récent (le panel de citoyens) pour impliquer davantage les citoyens dans la démocratie européenne. Cela pourrait permettre d'organiser des débats sur des questions où les représentants politiques ne parviennent pas à prendre des décisions et de donner aux citoyens une voix sur des questions importantes pour la société européenne.

Problématique 1:




Difficulté d'assurer la représentativité d'un panel citoyen. In fine, seule une petite partie de la population est impliquée.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous recommandons de suivre ce que les travaux scientifiques les plus récents sur la démocratie délibérative suggèrent en termes d'échantillonnage, d'élaboration et de validation scientifique de la méthode de sélection afin d'assurer la meilleure représentativité possible.	89.7% 
1.2 Nous recommandons qu'il y ait un nombre suffisant de personnes autour de la table pour assurer la diversité d'opinions et de profils, notamment – mais pas uniquement – des personnes qui soient directement concernées par le thème.	90.2% 
1.3 Nous recommandons d'ajouter, dans les critères gouvernant l'échantillonnage, le critère de la parentalité (i.e. la personne a-t-elle ou non des enfants?), en sus des critères plus traditionnels tels que le genre, l'âge, le lieu de résidence ou encore le niveau d'éducation.	33.3% 
1.4 Nous recommandons d'établir des quotas par aire géographique, c'est-à-dire de déterminer qu'un panel citoyen européen doit être composé de X personnes par aire géographique européenne (à déterminer) afin que ce panel puisse véritablement être qualifié d'européen et délibérer valablement.	73.2% 
1.5 Nous recommandons d'utiliser les registres de la population (ou leur équivalent, selon le pays) comme bases de données premières pour le tirage au sort afin de donner à tous la même chance de pouvoir être choisi, et de susciter de l'intérêt pour un sujet au sein de la population.	70.0% 
1.6 Nous recommandons d'indemniser les participants pour valoriser leur investissement et attirer des personnes qui ne participeraient pas si elles n'étaient pas indemnisées.	87.5% 



1.7. a. Nous recommandons d'informer – de manière assez minimale : ni trop d'informations, ni des informations trop compliquées – au préalable les participants au travers de présentations par des experts pour s'assurer que mêmes les personnes sans connaissance préalable se sentent à l'aise de participer aux discussions.	82.9% 
b. Nous recommandons de communiquer à l'avance le thème du panel citoyen afin que les personnes puissent savoir sur quelle thématique elles s'engagent à débattre.	78.6% 
1.8 Nous recommandons de ne pas obliger des citoyens à participer.	97.6% 

Problématique 2:




Difficulté d'organiser un panel à l'échelle européenne.

Recommandations	Soutenu par
2.1 Nous recommandons de permettre la tenue des rencontres du panel citoyen européen en format hybride (présentiel/distanciel). Les personnes ne pouvant pas se déplacer physiquement pourraient ainsi tout autant participer.	70.0% 
2.2 Nous recommandons que l'Union européenne, pour plus de facilités d'accès et d'organisation, délègue l'organisation de panels citoyens (sur des thématiques européennes) à différents niveaux de pouvoirs, au niveau national.	69.0% 
2.3 Nous recommandons qu'un seul et même sujet soit choisi par panel organisé au niveau européen. Tous les participants seront ainsi amenés à débattre du même sujet, peu importe d'où ils viennent en Europe.	80.5% 


Problématique 3:**Éviter que le panel citoyen ne soit détourné à des fins autres que celles déclarées.**


	Recommandations	Soutenu par
3.1	Nous recommandons que tout citoyen puisse soumettre un sujet aux discussions, et ainsi que ce droit ne soit pas réservé au monde politique ou au monde des lobbys.	82.1 % 
3.2	Nous recommandons que le droit d'initiative appartienne au Parlement européen, afin que ce dernier définisse le thème à discuter et adopte ensuite les textes nécessaires au suivi des recommandations ressortant des délibérations.	63.4 % 

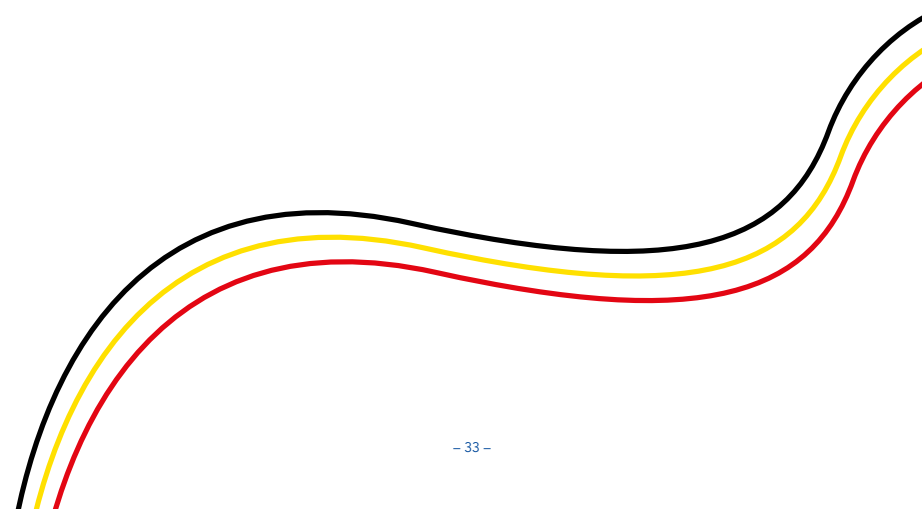
Problématique 4:**Difficulté d'arrêter la meilleure manière d'organiser le processus pour la meilleure représentation des citoyens.**

	Recommandations	Soutenu par
4.1	a. <i>Nous recommandons de mettre en place un panel citoyen permanent, aux côtés du parlement, qui prend en charge des tâches bien précises. Il serait renouvelé de manière régulière. Cela permettrait de réunir les citoyens sur le long terme et de prendre le temps nécessaire aux débats. Le temps permet de nuancer les débats et de dégager un consensus. Aux côtés de ce panel permanent, des panels citoyens ponctuels débattent des sujets choisis par le panel permanent. Nous proposons de suivre le modèle de la Communauté germanophone.</i>	54.8 % 
	b. <i>Nous recommandons de ne mettre en place qu'un ou plusieurs panel(s) citoyen(s) européen(s) non-permanents, qui ne se réuniraient ainsi que pour discuter d'un sujet précis pour seulement une période donnée.</i>	58.5 % 
4.2	Nous recommandons de ne pas organiser des panels citoyens européens pour des questions urgentes, car un temps suffisant est nécessaire pour assurer la qualité des débats.	63.4 % 

Problématique 5:**Trop souvent, les citoyens qui participent à des initiatives de démocratie participative du style des panels citoyens ne reçoivent pas de retour sur le suivi donné à leurs travaux, que cela soit sur le court terme ou le long terme.**

	Recommandations	Soutenu par
5.1	Nous recommandons de donner un retour aux citoyens sur le suivi donné (ou non) aux recommandations émises à l'issue de panels citoyens européens. Si les recommandations ne sont pas suivies, les institutions européennes impliquées doivent motiver leur décision (ex. : absence de compétence). Nous recommandons à cette fin la rédaction de synthèses régulières tout au long du processus suivant un panel.	97.5 % 

	Recommandations	Soutenu par
6.1	Nous recommandons d'organiser des panels citoyens, aussi avec des enfants pour dès le plus jeune âge (par exemple 10 à 16 ans) les sensibiliser à la participation et au débat. On peut organiser cela dans les écoles.	59.5 % 



4. RÉFÉRENDUMS DANS LES AFFAIRES EUROPÉENNES



Recommandations		Soutenu par
0.1	Nous recommandons que l'on puisse organiser des référendums au niveau européen sur les affaires européennes.	73.3%

Problématique 1:

La culture du référendum varie fortement d'un État membre à l'autre.

Recommandations		Soutenu par
1.1	Nous recommandons de commissionner des recherches sur comment créer une culture commune du référendum en Europe.	70.7%
1.2	Nous recommandons de faire des recherches (par des experts indépendants) par rapport à la nécessité et à la possibilité d'organiser un référendum par rapport à un sujet particulier au niveau européen.	77.5%

Problématique 2:

La formulation de la question posée lors d'un référendum peut avoir un impact néfaste, tout comme le fait de ne pouvoir répondre que par « oui » ou par « non », ce qui polarise souvent les débats et les sociétés. Le choix du sujet est aussi délicat.

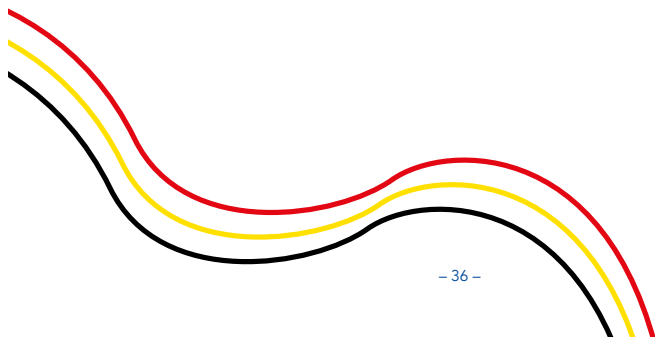
Recommandations		Soutenu par
2.1	Nous recommandons de créer un comité scientifique qui serait chargé de penser à comment poser les questions qui feraient l'objet d'un référendum européen de la façon la plus objective possible.	87.2%
2.2	Nous recommandons de poser des questions à choix multiples, dépassant la simple alternative entre le « oui » et le « non » afin d'apporter de la nuance, voire même joignant des conditions aux « oui » et au « non » (i.e. « oui si... », « non si... »).	65.0%

2.3	Nous recommandons de ne pas tenir compte des votes blancs dans le calcul de la majorité, quelle qu'elle soit (majorité simple ou majorité absolue). Il doit tout de même y avoir suffisamment de votes (le quorum doit être respecté).	75.0%
2.4	a. Nous recommandons qu'une question posée à l'occasion d'un référendum européen puisse relever de tout sujet européen relevant des compétences de l'Union européenne.	87.5%
	b. Nous recommandons d'exclure les sujets qui pourraient être sources de conflits entre États membres.	39.0%
2.5	Nous recommandons que les questions techniques et difficiles puissent également être posées, avec une formulation claire, parce que les gens ont la capacité d'être suffisamment informés.	77.5%

Problématique 3:





Le référendum n'est pas un outil démocratique si seul le monde politique peut décider d'en organiser un.

Recommandations		Soutenu par
3.1	Nous recommandons que le Parlement européen ait un droit d'initiative pour organiser des référenda européens, et qu'il puisse ensuite mettre en œuvre son résultat (la Commission européenne et le Conseil devraient suivre, sans possibilité de blocage).	67.5%
3.2	Nous recommandons que l'initiative puisse également venir des citoyens eux-mêmes (en suivant, par exemple, des règles similaires à celles d'application en ce qui concerne l'initiative citoyenne européenne).	77.5%
3.3	Nous recommandons que l'organisation pratique d'un référendum européen relève d'un organe neutre.	75.0%





Problématique 4:

L'aspect consultatif ou contraignant du référendum doit être clairement défini.

Recommandations	Soutenu par
4.1 a. Nous recommandons que le résultat d'un référendum européen ne soit contraignant que lorsque certaines conditions en termes de taux de participation sont remplies.	92.7 % 
b. Nous recommandons que les résultats d'un référendum ne soient contraignants que si certaines majorités sont atteintes (51/49, 70/30). Ces conditions sont établies avant chaque référendum.	72.5 % 
4.2 Nous recommandons que le résultat d'un référendum européen soit contraignant si l'initiative de son organisation a été prise par des citoyens (qui seraient parvenus à réunir un certain nombre de signatures à cette fin) mais indicatif si l'initiative a été prise par une institution politique.	47.5 % 
4.3 Nous recommandons de ne rendre le résultat d'un référendum européen contraignant que pour certains sujets, mais pas pour ceux pour lesquelles les conséquences du vote pourraient être très graves.	40.0 % 




Problématique 5:

La population est souvent peu informée avant d'être amenée à voter dans le cadre d'un référendum. Dans le même temps, il est crucial de contrôler l'information communiquée afin d'éviter des influences néfastes (internes ou étrangères) sur le vote.

Recommandations	Soutenu par
5.1 Nous recommandons que, avant tout référendum européen, la population soit informée de façon claire de l'impact du résultat du vote sur leur vie quotidienne, au travers de brochures, à l'instar de ce qu'il se fait en Suisse, et/ou encore de séances d'information.	97.5 % 
5.2 Nous recommandons de créer, pour chaque référendum européen, un comité scientifique qui soit garant de la neutralité de l'information communiquée.	87.2 % 


Problématique 6:

Bien qu'un référendum invite toute la population à se prononcer directement (au contraire du panel citoyen), il y a toujours un certain absentéisme, plus ou moins important.

Recommandations	Soutenu par
6.1 a. Nous recommandons que la participation au vote à l'occasion d'un référendum européen soit obligatoire.	43.6 % 
b. Nous recommandons que le vote à l'occasion d'un référendum européen soit volontaire.	52.5 % 
6.2 Nous recommandons, afin de réduire l'absentéisme, de permettre le vote électronique en sus du vote papier (voire en sus d'autres moyens de vote encore, comme le vote par correspondance). Le vote électronique est intéressant notamment pour les personnes partant en vacances, et il incite aussi les personnes moins intéressées à voter car la contrainte du déplacement n'est plus là.	90.0 % 

Problématique 7:

Trop souvent, les citoyens qui participent à des initiatives de démocratie participative du style des référenda ne reçoivent pas de retour sur le suivi donné à leur vote, que cela soit sur le court terme ou le long terme.

Recommandations	Soutenu par
7.1 Nous recommandons de donner un retour aux citoyens sur le suivi donné (ou non) à la décision prise par les citoyens à travers un référendum européen.	92.5 % 



5. INSTRUMENTS PARTICIPATIFS EXISTANTS

Les membres du panel notent que les instruments participatifs existants (élections, Médiateur européen, consultation, initiative citoyenne européenne et droit de pétition) sont de bons instruments qu'ils aimeraient conserver, mais qui doivent être réformés. Certains instruments ne sont pas assez connus, mais ils voient également une marge d'amélioration en ce qui concerne l'accessibilité des instruments eux-mêmes, qui peut être trouvée dans les recommandations ci-dessous.

ÉLECTIONS





Problématique 1:

Il existe une différence de réglementations dans les différents États membres.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous proposons qu'il y ait une participation au vote obligatoire pour le Parlement européen, mais avec suffisamment d'informations pour que les citoyens en comprennent les raisons.	50.0% 
1.2 Notre recommandation est d'uniformiser au maximum les règles des élections pour le Parlement européen dans tous les pays, y compris l'âge minimum.	87.2% 



Problématique 2:

Il n'y a pas de diversité suffisante des critères d'âge, d'origine et du genre des députés européens.

Recommandations	Soutenu par
2.1 a. Nous proposons que les députés européens soient de tout âge et de toutes origines.	82.1% 
b. Nous proposons que les députés choisissent délibérément pour une carrière Européenne et pas uniquement parce qu'ils sont en fin de carrière.	82.5% 
c. Nous proposons d'opter pour une répartition équilibrée des genres sur les listes de mécanismes de la tirette. L'UE doit établir ces critères et vérifier s'ils sont respectés dans la composition selon le quota. Si un candidat refuse son mandat, le candidat suivant dans l'ordre de préférence et ayant le même genre prendra sa place.	82.5% 
d. Nous recommandons que les candidats sur les listes européennes exercent leur mandat s'ils sont élus.	89.2% 

Problématique 3:

Nous votons pour le parlement européen et n'avons pas notre mot à dire sur la composition de la Commission.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Nous proposons qu'il y ait une modification de traité par lequel le plus grand parti au Parlement européen puisse nommer le président de la Commission européenne.	48.6% 
3.2 Nous recommandons de rendre la composition de la Commission européenne plus transparente, selon certaines règles de base élémentaires, afin que la composition reflète la voix du citoyen et que le citoyen sache comment la sélection s'est déroulée.	88.9% 

Problématique 4:


Il n'y a pas beaucoup d'informations sur les candidats, on ne connaît pas grand-chose d'eux et de leur programme ainsi que la fraction politique qu'ils représenteront dans le Parlement européen.

Recommandations	Soutenu par
4.1 Nous proposons que les candidats européens se présentent localement de façon plus concrète avec leurs objectifs et programme à travers différents canaux (communication).	84.2% 

MÉDIATEUR EUROPÉEN


Problématique 1:

Le site dans les langues autre que l'anglais ne comprend que des infos en anglais sur les deux premières pages. Cela crée une barrière pour les citoyens ne maîtrisant pas l'anglais.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous proposons de mettre les informations sur la page d'accueil dans la langue de chaque citoyen et de poster, s'il n'est pas possible de les traduire, les actualités en anglais ailleurs sur le site.	89.2% 


Problématique 2:

Le Médiateur n'est pas partie prenante de la sanction et du dédommagement éventuel pour le plaignant.

Recommandations	Soutenu par
2.1 Nous proposons que le Médiateur fasse partie du processus de recherche et d'implémentation de la solution/sanction/dédommagement et ait voix au chapitre.	71.1% 


Problématique 3:

Le délai est parfois très long pour la validation d'inscription sur le site (mail de validation). Cela prend parfois 24h et démotive le citoyen qui passe à autre chose.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Nous proposons d'instaurer un système de validation immédiate.	47.4% 


Problématique 4:

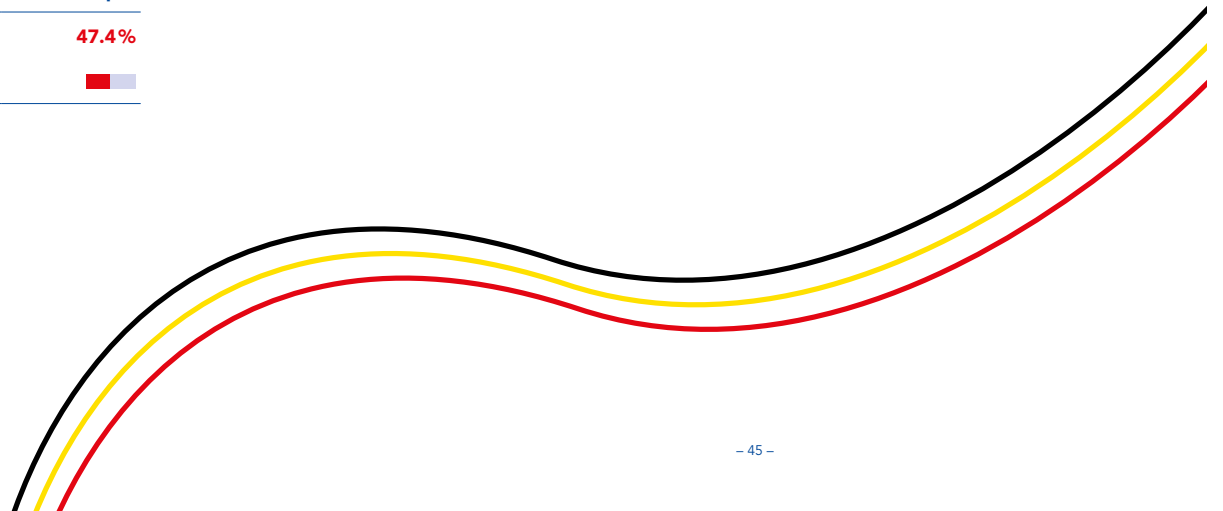
Quand on soumet une plainte, la question nous est posée : avez-vous utilisé toutes les procédures possibles ? Le citoyen ne connaît pas toujours toutes les procédures et ne peut pas répondre à la question.

Recommandations	Soutenu par
4.1 Nous proposons d'inclure un lien vers une présentation/explication simple des autres procédures.	89.5% 

Problématique 5:

Le site du Médiateur est bien fait mais n'est pas « brandé » européen, cela induit donc des questions pour le citoyen (suis-je sur le bon site, est-il crédible?...).


Recommandations	Soutenu par
5.1 Nous proposons de revoir la charte graphique du site et de l'aligner plus à celle de l'UE (premier conseil : remonter le drapeau européen vers le haut de la page). Il faut qu'il soit clair au premier « clic » que le citoyen est sur le site du Médiateur des institutions.	78.4% 



CONSULTATION



Problématique 1:

Le site web des consultations a changé et le citoyen est envoyé en première instance vers un site obsolète. Il faut chercher pour trouver l'adresse du nouveau site.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous proposons de supprimer l'ancien site et de référencer le nouveau site en premier.	81.6% 


Problématique 2:

La feuille de route (anglais) et les avis (langue du citoyen rédacteur) d'une consultation ne sont pas traduits dans la langue du citoyen lecteur.

Recommandations	Soutenu par
2.1 Nous recommandons fortement de traduire la feuille de route dans la langue du citoyen. La feuille de route en anglais bloque tout citoyen ne maîtrisant pas l'anglais dans sa participation.	81.6% 
2.2 Nous proposons de mettre un onglet/icône « traduction automatique » à chaque avis, qui relie vers un moteur de traduction open source comme google translate ou deepl.	65.8% 

Problématique 3:





Il faut s'abonner pour avoir le suivi de la consultation.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Nous proposons d'envoyer le suivi du processus automatiquement à toute personne qui a réagi, avec possibilité de se désinscrire.	89.5% 

Problématique 4:


Nous ne savons pas si le nombre d'avis dans un sens influence la Commission ou si des avis similaires sont pris comme un seul avis (pondération ou non). Si le nombre d'avis dans un sens compte nous sommes inquiets en ce qui concerne le poids des lobbyistes/activistes/grandes entreprises dans les consultations et de fait les actions prises par l'UE par rapport aux citoyens et au monde associatif.

Recommandations

	Soutenu par
4.1 Nous recommandons de mettre une information claire sur le site à ce sujet.	81.6% 
4.2 Si le nombre d'avis dans un sens a un impact, nous recommandons de mettre en place un système capable de filtrer les lobbyistes/activistes/grandes entreprises/ etc. de façon à ne pas leur donner un poids démesuré.	60.5% 
4.3 Nous recommandons de créer un logiciel d'intelligence artificielle qui classe les avis différents et comptabilise les avis contraires ou favorables.	47.4% 
4.4 Nous proposons d'organiser des relais entre les citoyens et les associations (militantes): avoir des endroits où les citoyens pourraient venir donner leur avis, sous forme de « maisons de l'Europe » qui pourraient aider à diffuser les avis des citoyens vers le niveau européen. Il faudrait implanter ces lieux à différents endroits, au niveau local, délocaliser.	62.2% 


Problématique 5:

Le formulaire d'avis n'est pas clair: il y a une question ouverte, et un questionnaire. Quel est le rôle de chaque document, que faut-il remplir?

Recommandations	Soutenu par
5.1 Clarifier cette information sur le site.	81.6% 

Problématique 6:


Il y a trop de niveaux de compétences en ce qui concerne les outils.

Recommandations	Soutenu par
6.1 Nous proposons de créer un centre de dispatching qui permette d'orienter les demandes vers le niveau de pouvoir compétent.	78.9% 

INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE


Problématique 1:

Les citoyens qui n'ont pas internet sont plus difficilement joignables.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous suggérons que les autorités locales ou les bibliothèques, qui sont indépendantes du gouvernement, puissent être impliquées dans la diffusion de cette initiative et la collecte des signatures. Aussi bien de façon électronique que sur papier. L'UE devrait dresser un état des lieux de ce réseau par pays et le mettre à disposition des citoyens initiateurs.	71.1 % 



Problématique 2:

Le nombre de pays qui doivent participer est trop faible pour avoir un soutien suffisant.

Recommandations	Soutenu par
2.1 Nous proposons d'augmenter le nombre de pays à partir desquels les signatures sont recueillies à 13 pays afin d'avoir un plus grand soutien à la proposition. Le nombre de signatures doit être respecté en proportion au nombre d'habitants.	64.9 % 


Problématique 3:

Le coût et l'effort pour récolter les signatures sont élevés.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Nous proposons qu'il y ait un financement de l'UE pour soutenir ces initiatives.	71.1 % 
3.2 Nous proposons qu'un organe soit mis en place pour faciliter la coordination entre les différents pays.	75.7 % 



Problématique 4:

La procédure est complexe pour les citoyens.

Recommandations	Soutenu par
4.1 Nous proposons de créer un helpdesk pour aider les citoyens à compléter les démarches.	83.8 % 

Problématique 5:

Le résultat de l'initiative citoyenne n'est pas clair.

Recommandations	Soutenu par
5.1 Nous proposons d'obliger la Commission européenne à discuter de et à travailler au suivi de la proposition, et pas simplement de répondre et d'accuser réception. Si la Commission décide de ne pas agir sur la proposition, elle se doit de le justifier.	100.0 % 
5.2 Nous proposons d'organiser une consultation des citoyens lors de la réception d'une initiative citoyenne européenne pour leur demander leur avis sur celle-ci avant que la Commission n'en fasse le suivi. Cela éviterait de n'avoir que des avis/votes extrêmes pour l'initiative et d'avoir l'avis de personnes qui n'ont pas signé. En sus, si tous les citoyens donnent leur avis, la suggestion aura plus de poids au niveau de l'UE et de son suivi.	55.3 % 

DROIT DE PÉTITION


Problématique 1:

La Commission européenne a la décision finale, il n'y a aucune certitude sur le résultat.

Recommandations	Soutenu par
1.1 Nous proposons que la recommandation du Parlement européen soit suivie par la Commission.	81.1 % 


Problématique 2:

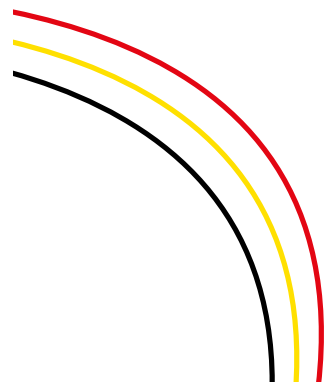
Il y a peu de transparence sur le processus et la motivation de la décision.

Recommandations	Soutenu par
2.1 Nous proposons de tenir la personne qui soumet la pétition informée de l'avancement et des décisions à intervalles réguliers. La conclusion finale doit également être motivée.	94.4 % 

Problématique 3:

Il est difficile pour les citoyens de démontrer la nécessité d'une nouvelle législation.

Recommandations	Soutenu par
3.1 Notre recommandation est qu'une pétition devrait également être utilisée comme outil pour démontrer la nécessité d'une nouvelle législation.	78.4 % 



PIÈCES JOINTES

Annexe 1: Liste des intervenants

Glassroots est une entreprise de consultance qui facilite le changement par l'intervention d'acteurs internes et externes, et la construction d'écosystèmes entre entreprises et organisations. Spécialiste des systèmes démocratiques innovants, Glassroots a une expérience pratique dans le renforcement des liens entre citoyens et gestion publique par le recours à la démocratie participative. Ses principaux clients sont des entreprises, autorités publiques, partis politiques, institutions et organisations scientifiques, éducatives et culturelles. Glassroots est dirigé par sa fondatrice, Cato Leonard, auteure de nombreuses interventions sur l'engagement et la participation citoyenne. En plus du conseil stratégique, Glassroots intervient sur la conception des processus ainsi que les choix de méthodologie, la constitution des panels et leur modération.

Collaborateurs:

- Cato Leonard: conception et animation
- Mieke Vos: conseil stratégique
- Sophie Devillers: conseil stratégique
- Ariane Molderez: modération
- An Van Damme: modération
- Arsenia Corcoba Santamaria: modération
- Rania Bounasser, Lauriane Cornu, Mélanie Atieh, Louise Nicolai, Paul Toadar: jobistes étudiants

iVOX est un bureau interactif de recherche et de marketing basé à Louvain, spécialisé dans le rapprochement entre marques et consommateurs, outils et objectifs, medias et contenus, citoyens et autorités... iVOX gère le plus grand panel en ligne de Belgique, reprenant plus de 150.000 données d'identité. Il effectue plus de 1000 enquêtes par an, rassemblant et analysant les réponses de plus d'un million de Belges pour les besoins de communication, de marketing ou d'analyse stratégique de ses plus de 300 clients.

Egmont – L'Institut royal des relations internationales est un think-tank basé à Bruxelles. Ses recherches interdisciplinaires sont menées dans un esprit de liberté académique totale. S'appuyant sur l'expertise de ses propres chercheurs, mais aussi de spécialistes externes, belges et étrangers, elle propose des analyses et des options politiques qui se veulent aussi opérationnelles que possible.

Collaborateurs:

- Jean-Louis De Brouwer – Directeur Programme Affaires européennes
- François Roux – Senior Advisor
- Marcel Muraille – Research Fellow
- Guillaume Van der Loo – Research Fellow
- Francesca Colli – Associate Fellow
- Benjamin Bodson – Associate Fellow
- Ward Den Dooven – Research Trainee

Ministère des Affaires étrangères:

- Hendrik van de Velde: coordinateur pour la contribution belge à la Conférence sur le Futur de l'Europe, et la Présidence belge de l'Union européenne (1/1-30/6 2024)
- Elvine Miala: stagiaire Bernheim, en charge de la contribution du Ministère à la Conférence sur le futur de l'Europe.

Experts:

- Rob Heirbaut est journaliste politique européen expert au service d'information de la VRT. Il suit le Parlement européen, la Commission, le Conseil et les sommets européens.
- Annick Capelle est journaliste et rédactrice en chef du Pôle Europe à la RTBF.
- Maaïke Geuens est chargée de cours et coordinatrice de cours à l'Université de Tilburg dans le département de droit public et de gouvernance. Elle a terminé son doctorat axé sur l'initiative citoyenne européenne et son impact sur le fonctionnement démocratique de l'Union européenne en mai 2021. Elle mène des recherches sur le droit européen et le droit constitutionnel comparé.
- Peter Van Aelst est professeur-chercheur en sciences politiques à l'Université d'Anvers et membre fondateur du groupe de recherche « Médias, société civile et politique » (M2P). Il est spécialisé dans la communication politique.

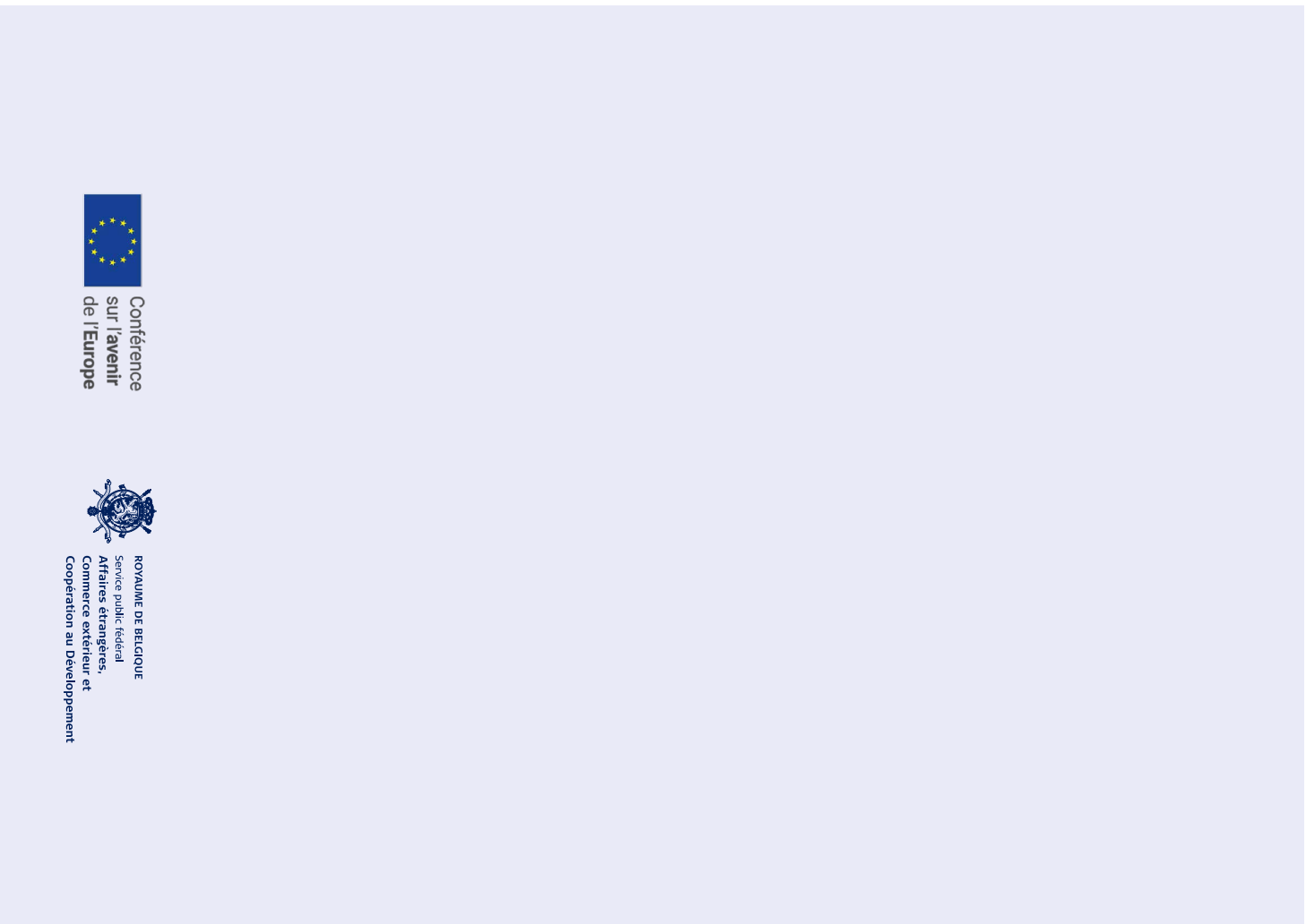
Annexe 2: Sous-thèmes - aperçu des scores

Sous-thèmes	Votes	Groupe initial
COMMUNICATION	139	
<i>Pourquoi/Objectif</i>		
Leadership européen: faire croire en l'UE	22	4
Susciter l'intérêt des citoyens pour les questions européennes	11	2
Concrétisation de l'Europe pour le citoyen	22	4
Créer un « chauvinisme » européen	0	1
Citoyenneté et l'histoire dans l'éducation: Améliorer les connaissances de l'histoire de l'Europe avec l'objectif d'élargir la participation et briser le discours négatif	17	5
<i>De quoi</i>		
Identité européenne (nos valeurs, l'image, etc.)	9	3
Communication et vulgarisation (à la fois sur les processus de participation UE et sur le fonctionnement de l'UE, le rôle que peuvent y avoir les citoyens)	16	2
Éducation (pour toutes les générations mais surtout pour les jeunes): Sensibilisation	38	4
Éducation	4	1
Communiquer sur que fait notre État à l'UE et sur tous les autres États	0	2
Citoyenneté et l'histoire dans l'éducation: Améliorer les connaissances de l'histoire de l'Europe avec l'objectif d'élargir la participation et briser le discours négatif		5
Accès à l'information sur les processus de participation qui existent	0	3

COMMUNICATION : COMMENT	122	
À qui ?		
Communication et visibilité de ce que l'Europe fait, l'implication en Europe de différents groupes cibles : inclusivité, diversité, spécificité régionale : comment rendre l'Europe plus compréhensible et en utilisant quels canaux ?	18	5
Comment/Canal et message		
Communication et visibilité de ce que l'Europe fait, l'implication en Europe de différents groupes cibles : inclusivité, diversité, spécificité régionale : comment rendre l'Europe plus compréhensible et en utilisant quels canaux ?		5
Communication et vulgarisation (à la fois sur les processus de participation UE et sur le fonctionnement de l'UE, le rôle que peuvent y avoir les citoyens)	16	2
Communication proactive, claire et enthousiaste, y compris les exemples de réussite.	17	1
Améliorer le flux d'informations de l'Europe vers le citoyen	6	1
Communication plus pédagogique des élus	0	2
Réseau social européen	0	1
Communication & médias	0	3
Citoyenneté et l'histoire dans l'éducation : Améliorer les connaissances de l'histoire de l'Europe avec l'objectif d'élargir la participation et briser le discours négatif	17	5
Transparence dans le suivi des processus – savoir qui décide et ce qu'ils décident	3	2
Plus de transparence sur les différents processus	3	5
Éducation (pour toutes les générations mais surtout pour les jeunes) : Sensibilisation	38	4
Éducation	4	1

DÉSINFORMATION	49	
Désinformation, fake news, ingérance/ingérence de l'étranger	11	5
Information contre la désinformation	32	4
Prévention de désinformation	6	1
NOUVEAUX INSTRUMENTS		
Panel citoyens		
Évaluer et faire des recommandations sur les différents outils existants et proposés pour impliquer les citoyens. + recommandations sur les différents niveaux où elle peut être utilisée : référendums, panels de citoyens, représentation permanente de citoyens	17	5
Permettre aux citoyens de participer dans les mesures plus urgentes (ex. : mesures de relance créer des outils plus rapides pour favoriser la participation)		4
Donner à chacun la possibilité de participer : tous les âges, les minorités, etc.		1
Un « parlement des citoyens » continu, organisé au niveau régional (cf. Ost-Belgien).	3	1
Fracture numérique – comment la réduire pour instaurer la participation en ligne		2
Référendums		
Démocratie directe	3	3
Référendum européen	11	2
Évaluer et faire des recommandations sur les différents outils existants et proposés pour impliquer les citoyens. + recommandations sur les différents niveaux où elle peut être utilisée : référendums, panels de citoyens, représentation permanente de citoyens		5
Permettre aux citoyens de participer dans les mesures plus urgentes (ex. : mesures de relance créer des outils plus rapides pour favoriser la participation)	20	4

Donner à chacun la possibilité de participer: tous les âges, les minorités, etc.	2	1
Permettre les référendums européens	1	1
Fracture numérique – comment la réduire pour instaurer la participation en ligne	3	2
OUTILS EXISTANTS	36	
Élections - vote obligatoire	4	2
Accompagner citoyens dans les démarches participatives: pétitions etc.	2	2
Simplifier les instruments et les rendre plus accessibles aux citoyens (y compris la simplification des institutions de l'UE)	18	1
Fracture numérique – comment la réduire pour instaurer la participation en ligne	3	2
Fonctionnement plus démocratique des institutions européennes	9	2
AUTRES SOUS-THÈMES		
Élargissement (nouveaux États membres): à quelles conditions	0	3
Stock et production (UE organisée/non dépendante des autres continents)	2	3
Économie	7	3
Social (logement, pauvreté, etc.)	15	3
Climat et écologie	17	3
Éducation (reconnaissance de diplômes, contenu des formations, etc.)	0	3



Conférence
sur l'avenir
de l'Europe

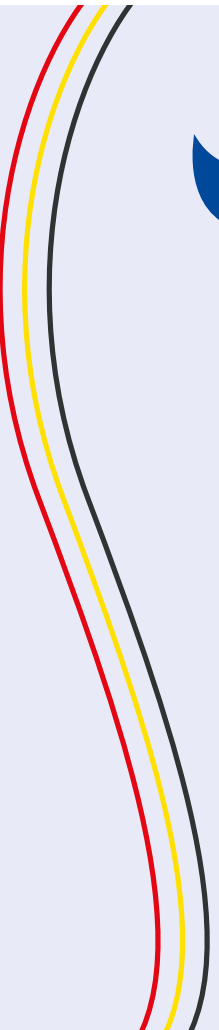


ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement

HOE DE BURGERS BETER BETREKKEN BIJ DE EUROPESE DEMOCRATIE?

Belgisch burgerpanel
—
Conferentie over de
Toekomst van Europa

oktober
– december
2021



Titel	Hoe de burgers beter betrekken bij de Europese democratie
Auteur	Het rapport is een weergave van de deliberatie en aanbevelingen gedaan door een panel van 50 Belgische burgers.
Verantwoordelijke uitgever	Theodora Gentzis, Voorzitster a.i. van het Directiecomité van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelings-samenwerking. Karmelietenstraat 15, 1000 Brussel, België, Tel +32 501 81 11, diplomatie.belgium.be
Coördinatie facilitatie	Glassroots
Coördinatie FOD BuZa	Hendrik Van de Velde, Elvine Miala
Redactionele ondersteuning	European Affairs Programme, Egmontinstituut
Grafisch design	Laura Cuypers
Wettelijk depot	CMR23072021
Publicatie	Januari 2022

INHOUDSTAFEL

INLEIDING	5
METHODOLOGIE	6
VISIE OP EUROPA	10
5 SUBTHEMA'S	12
AANBEVELINGEN	13
1. BETERE COMMUNICATIE OVER DE EUROPESE UNIE	15
2. DESINFORMATIE EN NEPNIEUWS OVER DE EU	23
3. BURGERPANELS ALS PARTICIPATIE-INSTRUMENT	29
4. REFERENDA IN EUROPESE AANGELEGENHEDEN	35
5. BESTAANDE PARTICIPATIEVE INSTRUMENTEN	41
BIJLAGEN	51

INLEIDING

9 mei 2021 luidde de officiële start in van de Conferentie over de Toekomst van Europa: een grootschalige oefening ingeleid door de Europese Unie met als één van de voornaamste doelstellingen de burger nauwer te betrekken bij het uitzetten van de krijtlijnen voor de uitdagingen waarvoor de Unie staat. Op Europees niveau gebeurt dit aan de hand van drie zaken: een digitaal platform, burgerpanels en een plenaire vergadering. Het digitaal platform is de tool die open staat voor allen: ideeën kunnen er uitgewisseld worden en evenementen met elkaar gedeeld. Voorts is er de organisatie van 4 burgerpanels, samengesteld uit 200 burgers die de diversiteit van de Europese samenleving weerspiegelen. De methodiek die hiervoor gehanteerd wordt, ligt in lijn met de Belgische panels die in dit rapport besproken worden en worden bijgevolg niet afzonderlijk behandeld. Tot slot is er de plenaire vergadering, samengesteld uit vertegenwoordigers van de diverse Europese instellingen en ambassadeurs van de Europese burgerpanels. Daarnaast zetelen ook vertegenwoordigers van de regeringen en parlementen van de lidstaten in deze vergadering, evenals één burger per lidstaat die de nationale initiatieven vertegenwoordigt. De plenaire vergadering is verantwoordelijk voor het formuleren van conclusies, gebaseerd op de input uit het digitaal platform en de aanbevelingen die zowel op Europees als nationaal niveau geformuleerd werden door de burgerpanels en andere initiatieven.

Om de betrokkenheid van de burgers en de lidstaten in het proces van de Conferentie te verhogen, heeft de Europese Unie al haar lidstaten uitgenodigd zelf initiatieven op te zetten om nationale bijdragen aan de Conferentie te leveren. De verschillende Belgische overheden hebben positief op dit verzoek gereageerd en diverse initiatieven werden opgezet. Dit rapport zal de bijdrage van de federale regering onder de auspiciën van vice-eersteminister en minister voor buitenlandse & Europese zaken Sophie Wilmès, behandelen: de organisatie van een burgerpanel bestaande uit 50 Belgische burgers. Daarnaast hebben ook andere federale ministers, de gefedereerde entiteiten en het middenveld verschillende bijdragen geleverd, die samen de Belgische bijdrage aan de Conferentie zullen vormen. Een globaal rapport zal gepubliceerd worden dat een overzicht biedt van alle initiatieven onder de paraplu van de Belgische bijdrage aan de Conferentie, georganiseerd op het federale niveau, het niveau van de gefedereerde entiteiten en door het middenveld.

METHODOLOGIE

De burgerpanels op federaal niveau werden over 3 weekends georganiseerd. Het thema – de rol van burgers in de Europese democratie – werd door de minister gekozen uit de onderwerpen die deel uitmaken van de Conferentie over de Toekomst van Europa (Europese democratie). In overleg met het wetenschappelijk comité dat instond voor de begeleiding van het proces werd dit verder vernauwd tot de rol van burgers in de Europese democratie om binnen het tijdsplan van 3 weekends tot concrete en coherente aanbevelingen te kunnen komen.

Wetenschappelijk comité

Voor de begeleiding van het proces werd een wetenschappelijk comité samengeroepen, waarvan de leden hieronder opgesomd worden. Zij werden uitgekozen om het proces mee vorm te geven door hun relevante expertise met burgerpanels, dit door hun academische relatie met (participatieve/deliberatieve) democratie, hun betrokkenheid bij de G1000 (dat als toonbeeld gold voor de organisatie van dit panel), ...

- Dominik Hierlemann (Democratie en Participatie in Europa – Bertelsmann Stichting)
- Min Reuchamps (Professor politieke wetenschappen – Université catholique de Louvain)
- Ben Eersels (Coördinator – G1000)
- Yves Dejaeghere (Professor politieke wetenschappen – Universiteit Antwerpen)
- Soetkin Verhaegen (Assistent-professor Europese Politiek – Universiteit Maastricht)

Selectie deelnemers

Gestoeld op good practices van deliberatieve democratie werd de selectie van de 50 deelnemers uitgevoerd met als doel een zo groot mogelijke diversiteit te garanderen volgens de volgende 5 criteria:

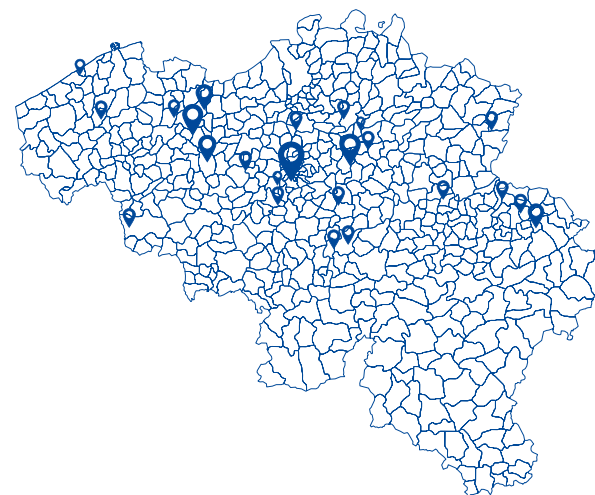
- Leeftijd
- Geslacht
- Socio-economische achtergrond
- Landelijk/stedelijk
- Taal NL/FR

iVOX, dat voor gelijkaardige panels al burgers selecteerde, werd door Glassroots ingeschakeld voor het voltooien van de selectie van de deelnemers. iVOX heeft een databestand van 150.000 burgers waaruit ze met behulp van stratificatiesoftware een willekeurige groep selecteert die voldoet aan de criteria die de diversiteit moeten garanderen. Aan deze groep werd een uitnodiging bezorgd om deel te nemen aan het panel. Door de cumulatieve ervaring van iVOX en Glassroots werd dit formulier zo toegankelijk mogelijk opgesteld. Tot slot, maakte iVOX een longlist van de geïnteresseerde burgers en lootten zij volgens de opgelegde criteria een voldoende aantal burgers uit.

Deze burgers werden opgebeld om meer duiding te geven over het doel, de timing, de opzet en de modaliteiten van het panel. Van zodra 60 burgers hierop positief reageerden, werden hun gegevens aan Glassroots bezorgd voor deelname aan het panel. Glassroots, dat vervolgens systematisch het contact met de deelnemers onderhield, verstuurde ten eerste een documentatiepakket en organiseerde een informatiesessie voor de eerste vergadering van het panel.

Weging/verdeelsleutel van de selectiecriteria; samenstelling panel

Quota		Gestreefd	Behaald	% Behaald
Geslacht	man	50%	27	54%
	vrouw	50%	23	46%
Leeftijd	18-30	33%	15	30%
	31-45	33%	14	28%
	45+	33%	21	42%
Geografisch	landelijk	50%	24	48%
	verstedelijkt	50%	26	52%
Taal	NL	50%	25	50%
	FR	50%	25	50%



Verloop weekends

De deliberaties vonden plaats gedurende 3 weekends, in principe met een interval van drie weken. Vanwege de verslechterende sanitaire situatie kon de derde sessie echter niet fysiek plaatsvinden zoals de eerste twee en moest deze twee weken worden uitgesteld zodat deze virtueel georganiseerd kon worden.

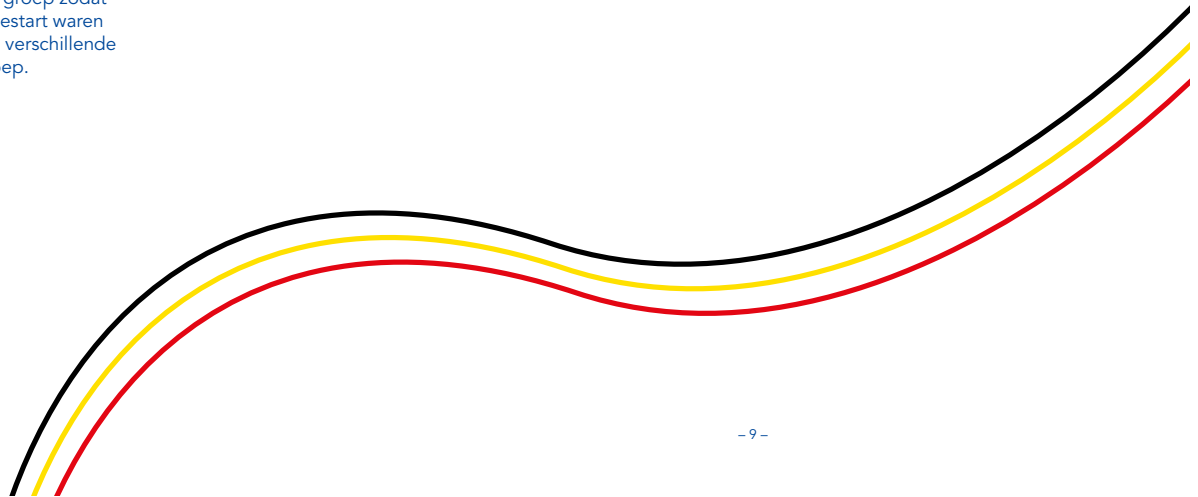
Tijdens het eerste weekend (23-24 oktober 2021) waarop de 50 burgers samenkwamen werden de Europese Unie en haar democratische besluitvormingsprocessen toegelicht door 2 journalisten (om politisering van het proces te vermijden): Rob Heirbaut van de VRT en Annick Capelle van de RTBF. Daarnaast werd een expert, Maaïke Geuens (docent Publiekrecht en Bestuur – Universiteit Tilburg), uitgenodigd om het thema van deliberatieve en participatieve democratie toe te lichten. Op basis van deze introducties werd er in kleine werkgroepjes gedelibereerd over de thema's die ze in het tweede weekend wensten te behandelen. Op basis van scores (zie annex 2) die de burgers aan de verschillende voorstellen uitdeelden werden de meest gesteunde topics onderverdeeld in enkele subtopics. 4 subtopics (Verbetering van de communicatie over de EU, Opsporen en tegengaan van desinformatie en nepnieuws over de EU, Burgerpanels als participatie-instrument, Referenda in Europese aangelegenheden) maakten deel uit van deliberatie doorheen het tweede weekend, een laatste subtopic (Hervormen van bestaande participatieve instrumenten) werd tijdens het laatste weekend behandeld.

Aan het begin van het tweede weekend (13-14 november 2021) gaf professor Peter Van Aelst (hoogleraar Politieke Wetenschappen – Universiteit Antwerpen) een uiteenzetting over politieke communicatie, desinformatie en fake news omdat het thema van communicatie uitvoerig aan bod kwam in de deliberaties van het eerste weekend en zijn input als expert de burgers van de nodige kennis voorzag bij het formuleren van aanbevelingen met betrekking tot deze thema's. De methodologie voor het tweede weekend is gebaseerd op de werkzaamheden van de G1000: er werden 4 zalen voorzien die elk rond één van de topics werkten. De 50 burgers werden eveneens in 4 groepen onderverdeeld en roteerden tussen de verschillende zalen. Elke groep kreeg zo de mogelijkheid bij te dragen aan de verschillende topics. Elke groep bezocht elke zaal eenmaal, met uitzondering van de zaal waar ze startten: hier kwamen ze opnieuw als laatste groep zodat ze inzicht kregen in wat de andere groepen hadden gedaan met het werk dat zij gestart waren en om hieromtrent laatste opmerkingen te formuleren. De aanbevelingen rond de verschillende topics zijn dus het resultaat van een gezamenlijke inspanning van de volledige groep.

In het laatste weekend (11-12 december 2021) werd er nog gedelibereerd over het laatste topic (Hervormen van bestaande participatieve instrumenten), waarbij Maaïke Geuens nogmaals een uiteenzetting gaf over de bestaande participatie-instrumenten en hun werking. Daarnaast werd er gestemd over de aanbevelingen die het resultaat vormden van de deliberaties in het tweede en derde weekend, met eveneens de mogelijkheid van finale amendementen. Doorheen het proces van de drie weekends werden ook plenaire sessies georganiseerd, zodat de burgers op geregelde tijdstippen een update kregen in verband met de voortgang van de andere werkgroepen en feedback konden geven.

Op basis van richtlijnen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken werd de organisatie van het werk verzorgd door Glassroots, zowel wat betreft het algemene verloop van het proces als de organisatie en animatie van elk van de drie weekends. Het Egmontinstituut nam als waarnemer deel aan de verschillende fasen en ondersteunde zowel het opstellen van de aanbevelingen als de redactie van het rapport. De permanente interactie tussen deze drie actoren heeft bijgedragen tot de succesvolle afronding van dit initiatief door het faciliteren van de meest getrouwe weergave van de uitwisselingen tussen de burgers.

Het resultaat van dit proces kan u hieronder terugvinden, waarbij de aanbevelingen onderverdeeld zijn naargelang de subtopics waarbinnen ze geformuleerd werden.



VISIE OP EUROPA



Welke doelstelling wil je gerealiseerd zien in Europa in 2050?

SOCIAAL

- gezondheidszorg voor iedereen
- armoedebestrijding
- gelijkheid tussen M/V
- inclusiviteit
- Europa als community
- Universeel basisinkomen
- aandacht voor mentale gezondheid
- work-life balance
- meer collectiviteit, minder individualisme

TECHNOLOGISCH

- Europese tegenhangers voor buitenlandse technologie en platformen
- toegang tot technologie bevorderen
- beveiliging van technologie en data

ADMINISTRATIE

- vereenvoudiging van administratie
- betere toegankelijkheid van de administratie
- uniformiteit van administratie in heel de EU: BTW verkeersborden

POLITIEK

- leiderschap met visie én enthousiasme
- respect van politici naar burgers en vice versa
- voluntarisme

COMMUNICATIE

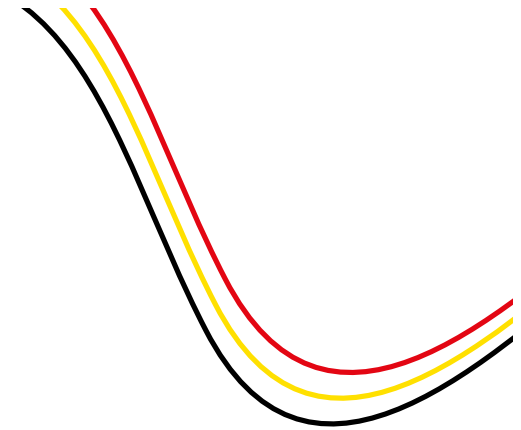
- 1 extra Europese taal beheersen door elke EU-burger
- technologie als facilitator tussen talen
- heldere en eenvoudige communicatie vanuit de EU naar de burgers

MAATSCHAPPELIJK

- vrede in Europa
- Europees recht afdwingbaar in elke lidstaat
- levenslang leren mogelijk maken
- visie van Europa en historiek verplicht in het onderwijs
- aandacht voor dierenwelzijn

ECONOMISCH

- bestrijding van fraude
- één economisch blok t.o.v. Azië en USA
- onafhankelijke productie en supply chain
- ontwikkelings-samenwerking bevorderen als antwoord op migratie



5 SUBTHEMA'S

VERBETERING VAN DE COMMUNICATIE OVER DE EU

Hoe kunnen we de EU dichterbij de burgers brengen? Waarover en hoe te communiceren? Hoe kan informatie over de EU toegankelijker worden gemaakt? Hoe kan de kwaliteit en objectiviteit van informatie worden gewaarborgd? Op welke doelgroepen dient men zich te richten en hoe kunnen ze beter bereikt worden?

OPSPOREN EN TEGENGAAN VAN DESINFORMATIE EN NEPNIEUWS OVER DE EU

Hoe de omvang van desinformatie te meten en nepnieuws te identificeren? Hoe zich te beschermen? Hoe de media te controleren die waarschijnlijk desinformatie of nepnieuws zullen overbrengen?

REFERENDA IN EUROPESE AANGELEGENHEDEN

Hoe kunnen we de referendumcultuur positiever maken? Voor welke onderwerpen moet het referendum worden gebruikt? Hoe misbruik en manipulatie te voorkomen? Aan welke voorwaarden moet het referendum voldoen als het op Europees niveau wordt ingevoerd?

BURGERPANELS ALS PARTICIPATIE-INSTRUMENT

Hoe kan de representativiteit van burgerpanels worden gewaarborgd? Wat zijn de juiste methoden om ze te organiseren? Voor welke onderwerpen zou het geschikt zijn om ze te gebruiken?

BESTAANDE PARTICIPATIEVE INSTRUMENTEN

Hoe kunnen we de democratische doeltreffendheid van verkiezingen, de Europese Ombudsman, de consultatie, het Europees burgerinitiatief en het petitierecht verbeteren?

AANBEVELINGEN

Gedurende het hele proces waren de organisatoren zeer aandachtig voor het respecteren van de meningen van de burgers. Ze hebben nooit geprobeerd hen te beïnvloeden, bijvoorbeeld door het gebruiken van institutionele argumenten of door aan te geven dat wat werd aanbevolen misschien al bestond, al was het maar gedeeltelijk. Redundanties, als die er al zijn, zijn waarschijnlijk uiteindelijk te verklaren uit het feit dat er gewoon weinig of geen kennis is van het optreden van de Europese Unie op dit gebied. En het feit dat sommige voorstellen alleen kunnen worden uitgevoerd als het wettelijk kader wordt aangepast, is een indicatie van het verwachtingsniveau van de deelnemers.

Om de volledige inbreng van de burgers weer te geven, worden in dit verslag alle aanbevelingen opgesomd, met inbegrip van de aanbevelingen die tijdens de afsluitende stemming over alle aanbevelingen geen gewone meerderheid hebben behaald. Ze zijn duidelijk herkenbaar aan het percentage in **rood en vetgedrukt**.

Bovendien zijn sommige aanbevelingen in tegenspraak met elkaar en zelfs tijdens de laatste discussies hierover bleef de verdeeldheid tussen de burgers bestaand. Deze aanbevelingen zijn herkenbaar omdat ze in *italics* staan.

Voor één enkele aanbeveling was de kloof zo duidelijk dat net evenveel burgers voor als tegen het voorstel stemden om een opkomstplicht voor de Europese verkiezingen in te voeren. Dit is weergegeven in **oranje en vetgedrukt**. De burgers delen het feit dat de meningen over deze aanbevelingen verdeeld waren. Zij stellen daarom voor dat de CoFE-organen en de EU-instellingen waakzaam zijn bij de uitvoering van deze aanbevelingen, aangezien er sprake is van een vorm van verdeeldheid op basis van de stemming.



1. BETERE COMMUNICATIE OVER DE EUROPESE UNIE

Naast aanbevelingen die om nieuw beleid vragen duiden deze aanbevelingen ook op domeinen waarin de EU reeds actie onderneemt. De keuze om deze aanbevelingen op te nemen is bijgevolg tweeledig: enerzijds drukt het de steun van de burgers uit om blijvend in te zetten op deze acties. Anderzijds geeft het ook uiting aan de mogelijkheid dat de EU de brede bevolking nog niet (altijd) weet te bereiken met betrekking tot het beleid dat zij voert of de acties die zij onderneemt. Mede daarom hebben de burgers ook gedelibereerd over de brede doelgroepen aanwezig in de samenleving en de kanalen die de EU beter zou kunnen benutten om hen te bereiken. De opsomming van mogelijke communicatiestrategieën is louter exemplarisch en wil de EU voornamelijk aanmoedigen om meer 'citizen-centric' te communiceren met betrekking tot haar activiteiten, erop wijzend dat de customer in deze de burger is.

(39)

7-326/2 – 2021/2022

Probleemstelling/uitdaging 1:**De communicatie over de EU is niet voldoende.**

	Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1	Wij bevelen aan om vanaf de derde graad van het basisonderwijs lessen over de Europese Unie te integreren. Het doel is om iedereen beter te bereiken en de kennis over de EU te verbeteren.	88.4% 
1.2	De Europese Unie, en meer in het bijzonder de Commissie, moet gebruiksklare informatie verschaffen over het functioneren van Europa aan de verschillende ministeries van onderwijs van de verschillende landen. Naast uitleg over het functioneren, de samenstelling en de bevoegdheden van de instellingen, moeten deze cursussen ook een kort overzicht geven van de geschiedenis van de Europese integratie. Bijzondere aandacht moet worden besteed aan een heldere en klare taal en aan het ter beschikking stellen van diverse educatieve instrumenten zoals documentaires, clips of televisieprogramma's op school in 24 talen.	95.0% 


Probleemstelling/uitdaging 2:**Het Europees project blijft onbekend voor de burgers.**

	Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1	Wij stellen voor dat de Europese instellingen erover waken dat hun communicatie precies uitlegt welke bevoegdheden ze heeft en welke ze niet heeft.	97.6% 
2.2	De Europese Unie zou in haar communicatie herkenbare voorbeelden uit het dagelijks leven van de EU-burgers moeten integreren. Deze uitleg moet in de lidstaten worden geconcretiseerd aan de hand van overeenkomsten tussen de Europese instellingen en de nationale publieke televisiezenders om een breed publiek te bereiken.	80.5% 
2.3	Daarnaast moeten burgers van de EU-lidstaten regelmatig worden geïnformeerd – bijvoorbeeld via videoclips – over de rol van de Europese Unie in de andere lidstaten. De voor- en nadelen van Europa worden zo beter in perspectief geplaatst in debatten over de toekomst van Europa.	85.7% 

2.4	Om de Europese identiteit te versterken, stellen wij voor informatie te herhalen en toegankelijk te maken over wat het leven van de Europeanen zou zijn zonder de EU en de concrete verwezenlijkingen daarvan.	92.7% 
2.5	We stellen voor om van De Dag van Europa (9 mei) een Europese feestdag te maken voor alle EU-burgers.	81.4% 
2.6	Wij bevelen de Europese instellingen aan nog meer aandacht te besteden aan de vereenvoudiging, begrijpelijkheid en de toegankelijkheid van informatie over prioritaire onderwerpen die op Europees niveau worden behandeld.	97.6% 
2.7	We bevelen aan dat de Europese Unie een dashboard voorziet van de middelen die door de Unie worden toegewezen aan prioritaire thema's, eveneens per land. Al deze informatie moet toegankelijk zijn via de EU-website.	93.0% 
2.8	We bevelen aan dat de Europese Unie een duidelijke presentatie van de lopende wetgevingswerkzaamheden geeft. Al deze informatie moet toegankelijk zijn via de EU-website.	90.7% 
2.9	Wij willen dat de Europese instellingen toegankelijker worden voor de Europeanen. Deelname aan debatten tijdens zittingen van het Europees Parlement moet worden vergemakkelijkt.	79.0% 
2.10	We raden aan om de deelname aan het Erasmus-programma en uitwisselingprogramma's uit te breiden tot alle studenten, ongeacht hun opleidingsachtergrond zoals beroeps, technisch, alternerend leren. Iedereen moet kunnen deelnemen aan Europese uitwisselingen.	79.5% 
2.11	We raden aan om de deelname aan uitwisselingprogramma's uit te breiden tot de actieve werkbevolking, ongeacht hun activiteitssector, en ook voor lokale bedrijven. Iedereen moet kunnen deelnemen aan Europese uitwisselingen.	83.7% 
2.12	We bevelen aan om cursussen rond Europees burgerschap te ontwikkelen en aan te bieden aan alle Europese burgers.	83.7% 

Probleemstelling/uitdaging 3:

Europese wetgeving is niet op dezelfde wijze toegepast in de lidstaten.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij bevelen aan dat de Europese Unie vaker gebruikmaakt van wetgeving met rechtstreekse werking in de lidstaten. Dit om de nationale verschillen in de implementatie van Europese wetgeving tegen te gaan, omdat deze het Europese project ondermijnen. Op die manier wordt de EU beter in staat gesteld om de integriteit van de verworvenheden zoals de interne markt, de euro en het Schengengebied te waarborgen en te valoriseren.	81.4% 


Probleemstelling/uitdaging 4:

De Europese democratie staat onder druk.

Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 Wij bevelen aan dat de communicatie van de EU over de Europese democratie een niet-aflatende en ondubbelzinnige herinnering is aan wat zij in Europa voor de Europeanen betekent.	78.0% 
4.2 De waarden en beginselen van de EU-Verdragen die de lidstaten bij hun toetreding hebben ondertekend, zijn onomkeerbaar. Hun bescherming moet gewaarborgd blijven.	81.0% 
4.3 De bescherming van de waarden en de beginselen van de Verdragen wordt gewaarborgd door het Europees Hof en kan niet in vraag gesteld worden door de lidstaten.	81.0% 

Probleemstelling/uitdaging 5:

Informatie over de EU is weinig toegankelijk en moeilijk te begrijpen.

Aanbevelingen	Ondersteund door
5.1 Wij bevelen aan om de controle op informatie over Europese kwesties te versterken. Deze door de instellingen verspreide en geverifieerde informatie moet gemakkelijk toegankelijk zijn voor het Europese publiek en voor de nationale media van elke lidstaat.	83.3% 

Probleemstelling/uitdaging 6:

De nationale media dragen vaak een negatief beeld van de EU uit.

Aanbevelingen	Ondersteund door
6.1 De EU moet meer aanwezig zijn in het dagelijks leven van de Europeanen en proactiever zijn in haar communicatie. (Mogelijke voorbeelden hiervan kunnen zijn evenementen sponsoren, met name culturele evenementen, die burgers samenbrengen en hen trots maken om EU-burger te zijn. De productie van reportages en teasers zou Europeanen ook toegang geven tot gecontextualiseerde informatie over de EU.)	85.7% 

Probleemstelling/uitdaging 7:

De burgers kennen hun vertegenwoordigers in het Europees Parlement niet.

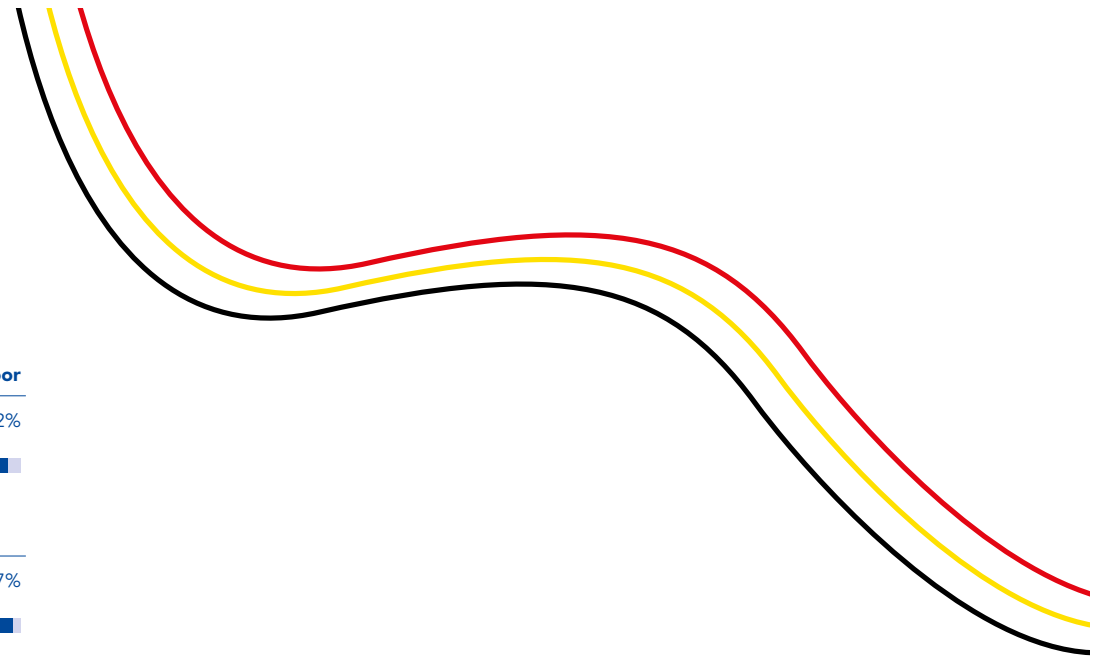
Aanbevelingen	Ondersteund door
7.1 Wij bevelen leden van het Europees Parlement aan zich beter bekend te maken in hun land van herkomst, vooral buiten verkiezingsperiodes. Europarlementariërs moeten toegankelijker worden. De motivatie van hun stemmen in het Europees Parlement moet gemakkelijk beschikbaar zijn op de website van het Europees Parlement.	92.7% 
7.2 Wij bevelen de nationale politieke partijen aan te zorgen voor de verjonging van de kandidaten van de kieslijsten voor de verkiezingen van het Europees Parlement. Zo'n mandaat mag niet worden gezien als een beloning voor goede en loyale dienstbaarheid in de nationale politiek.	74.4% 

Probleemstelling/uitdaging 8:

De communicatie vanuit de EU is te uniform; ze houdt geen rekening met de diversiteit van de bevolking.

Aanbevelingen	Ondersteund door
8.1 Om een breed en divers publiek aan te spreken in een inclusieve communicatie, bevelen wij de EU aan rekening te houden in de opstelling ervan met de scholingsgraad van de ontvanger, mogelijke beperkingen. Daarnaast bevelen wij hier ook aan om personen/organisaties (straathoek-/wijkwerkers, OCMW, middenveldorganisaties, ...) te betrekken in het overbrengen van deze communicatie.	73.2%
8.2 Om de actieve bevolking te bereiken bevelen wij aan om meer in te zetten op het gebruik van reeds bestaande kanalen om op periodieke tijdstippen relevante informatie met betrekking tot activiteiten van de EU te verschaffen, bijvoorbeeld via duidingsprogramma's. Verder bevelen wij aan om in te zetten op ambassadeurs (zowel personen als organisaties) die het project van de EU promoten.	83.7%
8.3 Om de jeugd/studenten te bereiken bevelen wij eveneens aan om, naast bestaande kanalen zoals onderwijs en relevante jeugdorganisaties, met ambassadeurs te werken, met een focus op influencers die hen kunnen bereiken via sociale mediaplatformen. Een verdere aanbeveling is het organiseren van een pan-Europese wedstrijd om een stripfiguur te creëren dat jongeren aanspreekt en Europese boodschappen tot bij hen brengt.	69.8%
8.4 Voor de senioren bevelen wij aan om van dezelfde kanalen gebruik te maken als de actieve bevolking. Daarnaast bevelen we aan om een juiste balans tussen digitale en niet-digitale (geschreven pers, radio, fysieke evenementen) communicatie na te streven, om tegemoet te komen aan de noden van allen, ook zij die minder comfortabel zijn met een digitale omgeving als zij die minder mobiel zijn binnen de maatschappij.	85.7%

8.5 Wij bevelen aan dat de EU de inburgeringscursussen die in vele lidstaten bestaan inzet om 'nieuwe Europeanen' (zij die via eender welke legale vorm van migratie in Europa verblijven) in haar communicatie te betrekken en kennis te laten maken met de andere traditionele kanalen langs waar ze haar communicatie voert. Voorts bevelen we ook aan verenigingen hierin een plaats te geven.	76.7%
8.6 Daarnaast bevelen wij ook aan om de EU meer inclusief in het straatbeeld te brengen door gebruik te maken van (digitale) reclamepanelen, zowel met modernere communicatie zoals QR-codes als meer traditionele vormen.	62.8%
8.7 Verdere aanbevelingen zijn het meer visueel maken van de EU (door middel van korte filmpjes of infographics), het oprichten van een Europese sportbeweging om betrokkenheid/samenhorigheid te creëren en het beter bekend maken van de Europese hymne.	68.2%



2. DESINFORMATIE EN NEPNIEUWS OVER DE EU

Vanaf het begin toonden de deelnemers aan het panel een acuut bewustzijn van de risico's van desinformatie en misinformatie, vooral op meer technische gebieden of verder verwijderd van de dagelijkse zorgen van burgers. Het belang maar ook de gevaren van het gebruik van sociale netwerken werden in dit verband benadrukt, ook al zijn de traditionele media verre van vrij van enig risico. De discussies spitsten zich ook toe op het evenwicht dat moet worden gevonden tussen de noodzaak van controle, of zelfs straf, en vrijheid van mening en vrijheid van informatie.

Probleemstelling/uitdaging 1:**Het risico van desinformatie is meer en meer aanwezig in de media.**

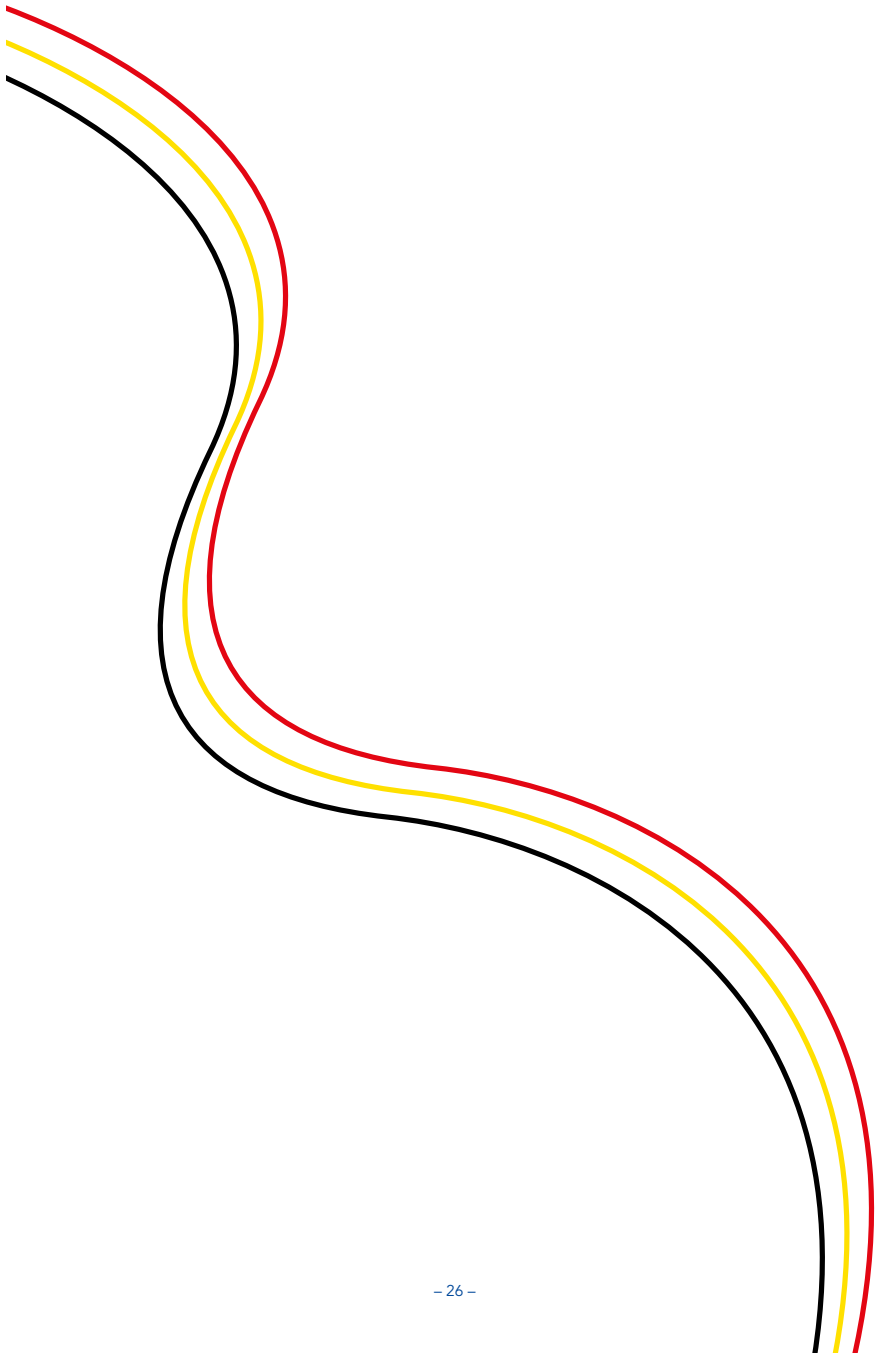
Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 We bevelen aan om het financieringsmodel van media te herzien, evenals de verplichte publicatie van inkomstenbronnen op een duidelijke en toegankelijke manier. Het financieringsmodel van de media duwt hen naar sensatiezucht, wat leidt tot het publiceren van informatie die uit de context is gehaald waardoor deze in desinformatie verandert.	73.8%
1.2 We raden verplichte citatie van bronnen aan door media, en het beschikbaar maken van links naar de oorspronkelijke bron om ze te verifiëren. Indien dit niet het geval is, moet informatie worden gelabeld als niet-geverifieerd.	90.2%
1.3 Wij bevelen aan dat de Europese regelgever die verantwoordelijk is voor de bestrijding van desinformatie (zie punt 2) ook verantwoordelijk is voor de accreditatie van organisaties die de verificatie van informatie verzekeren ("factcheckers").	85.4%
1.4 Wij bevelen aan om in elke lidstaat een onafhankelijke autoriteit in te richten belast met het controleren van de medianeutraliteit. Deze autoriteit moet worden gefinancierd en gecontroleerd door de Europese Unie.	75.6%
1.5 We raden aan om informatie te verspreiden over de URL's van de officiële websites van de Europese Unie, om burgers gerust te stellen over de oorsprong van de informatie.	90.2%

Probleemstelling/uitdaging 2:**Veel burgers twijfelen aan de neutraliteit van de media.**

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij bevelen de oprichting aan van een neutrale Europese regelgever om desinformatie te bestrijden. Het zou de taak van deze regelgever zijn de criteria voor een neutraliteitslabel vast te stellen en in voorkomend geval in een systeem van sancties of stimulansen in verband met de naleving van neutraliteitsnormen te voorzien. Als alternatief kan worden overwogen om een ethische code na te leven. Het label zou worden toegekend door de onafhankelijke nationale autoriteit en zou rekening houden met de maatregelen die de media nemen om desinformatie te bestrijden.	87.5%
2.2 Wij bevelen de oprichting aan van een Europese "hotline" waarmee burgers desinformatie die van invloed is op de Europese bevoegdheden, Politiek, economie en veiligheid kunnen aangeven.	82.1%



Probleemstelling/uitdaging 3:**Burgers kennen de risico's van desinformatie waaraan ze worden blootgesteld niet.**

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij bevelen aan dat platforms worden verplicht om duidelijke en begrijpelijke informatie te publiceren over de risico's van desinformatie waaraan hun gebruikers worden blootgesteld. Deze informatie moet automatisch worden gecommuniceerd zodra een account wordt geopend.	85.7%
3.2 We raden verplichte training aan in het gebruik van media, vanaf zeer jonge leeftijd en aangepast aan de verschillende niveaus van het onderwijssysteem.	74.4%
3.3 Wij bevelen de Europese Unie aan om herhaaldelijk campagnes tegen desinformatie te lanceren. Deze campagnes zijn te herkennen aan een logo of mascotte. De Europese Unie zou sociale netwerken kunnen dwingen dit door te geven door middel van het uitzenden van spots.	87.5%



Probleemstelling/uitdaging 4:

De middelen om desinformatie tegen te gaan zijn onvoldoende.

	Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1	We raden de publicatie in duidelijke en begrijpelijke taal aan van informatie over de algoritmen die de berichten organiseren die door de gebruikers van de platforms worden ontvangen.	83.3% 
4.2	We raden aan dat gebruikers de mogelijkheid krijgen om eenvoudig de algoritmen uit te schakelen die gedragsbias versterken. Ook de verplichting om gebruikers toegang te bieden tot andere bronnen met verschillende standpunten over hetzelfde onderwerp zou kunnen worden onderzocht.	80.0% 
4.3	Wij bevelen de Europese Unie aan steun te verlenen aan de oprichting van een platform dat voldoet aan haar eigen normen op het gebied van neutraliteit en de bestrijding van desinformatie. Als alternatief kan het meertalige platform dat is opgericht ter ondersteuning van de Conferentie over de Toekomst van Europa worden uitgebouwd met nieuwe functionaliteiten.	56.4% 

3. **BURGERPANELS ALS PARTICIPATIE-INSTRUMENT**

De leden van het burgerpanel stellen vast dat er onvoldoende instrumenten zijn om de burger bij het democratische bestel van de Unie te betrekken. Zo willen ze op Europees niveau gebruikmaken van een bekend participatief instrument dat niet op Europees niveau wordt gebruikt (het referendum, zie volgende tabel aanbevelingen), maar ook van een recenter middel (het burgerpanel) om de burger meer bij de Europese democratie te betrekken. Dit zou het mogelijk kunnen maken om debatten te voeren over onderwerpen waar politieke vertegenwoordigers er niet in slagen tot beslissingen te komen, en om burgers een stem te geven over kwesties die belangrijk zijn voor de Europese samenleving.

Probleemstelling/uitdaging 1:

**Moeilijkheid om de representativiteit van een burgerpanel te waarborgen.
Uiteindelijk is slechts een klein deel van de bevolking erbij betrokken.**

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 We raden aan om de aanbevelingen van het meest recente wetenschappelijke werk op het gebied van deliberatieve democratie, steekproefneming, ontwikkeling en wetenschappelijke validatie van de selectiemethode toe te passen om de best mogelijke representativiteit te garanderen.	89.7%
1.2 We raden aan dat er voldoende mensen rond de tafel zitten om diversiteit aan meningen en profielen te waarborgen, waaronder – maar niet beperkt tot – mensen die direct betrokken zijn bij het onderwerp.	90.2%
1.3 We raden aan om in de criteria voor de steekproef het criterium van ouderschap toe te voegen (d.w.z. heeft de persoon kinderen of niet?), naast de meer traditionele criteria zoals geslacht, leeftijd, woonplaats of opleidingsniveau.	33.3%
1.4 Wij bevelen aan quota per geografisch gebied vast te stellen, d.w.z. te bepalen dat een Europees burgerpanel moet bestaan uit X personen per Europees geografisch gebied (nog te bepalen) zodat dit panel echt als Europees kan worden gekwalificeerd en legitiem kan beraadslagen.	73.2%
1.5 We raden aan om het bevolkingsregister (of hun equivalent, afhankelijk van het land) te gebruiken als de eerste database voor de loting om iedereen dezelfde kans te geven om gekozen te worden en om interesse in een onderwerp onder de bevolking te genereren.	70.0%

1.6 We raden aan om deelnemers een vergoeding te geven (niet belastbaar) om hun investering te waarderen en mensen aan te trekken die niet zouden deelnemen zonder deze compensatie.	87.5%
1.7 a. We raden aan om deelnemers van tevoren minimaal te informeren door middel van een eenvoudige presentatie door experts om ervoor te zorgen dat zelfs mensen zonder voorkennis zich op hun gemak voelen om deel te nemen aan de discussies.	82.9%
b. We raden aan om vooraf het thema van het burgerpanel te communiceren, zodat mensen weten over welk thema ze zich inzetten om te debatteren.	78.6%
1.8 Wij raden aan om deelname door burgers niet te verplichten.	97.6%



Probleemstelling/uitdaging 2:

Moeilijkheid om een panel op het Europese niveau te organiseren.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij bevelen aan om het mogelijk te maken de vergaderingen van het Europees burgerpanel in een hybride vorm (face-to-face/afstand) te houden. Mensen die zich fysiek niet kunnen verplaatsen, zouden dus net zo goed kunnen meedoen.	70.0%
2.2 Wij bevelen de Europese Unie aan, voor het vergemakkelijken van de toegang en de organisatie, de organisatie van burgerpanels (over Europese thema's) te delegeren aan verschillende, meer nationale bestuursniveaus.	69.0%
2.3 Wij bevelen aan om één en hetzelfde onderwerp te kiezen per panel dat op Europees niveau wordt georganiseerd. Alle deelnemers worden zo gevraagd om hetzelfde onderwerp te bespreken, ongeacht waar ze vandaan komen in Europa.	80.5%




Probleemstelling/uitdaging 3:

Vermijden dat het burgerpanel wordt gekaapt door andere doeleinden dan de welke zijn aangegeven.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij bevelen aan dat elke burger een onderwerp ter discussie kan voorleggen en dat dit recht niet wordt voorbehouden aan de politieke wereld of de lobbywereld.	82.1% 
3.2 Wij bevelen aan dat het initiatiefrecht toebehoort aan het Europees Parlement, zodat deze het te bespreken onderwerp definieert en vervolgens de teksten aanneemt die nodig zijn voor de follow-up van de aanbevelingen die uit de beraadslagingen naar voren komen.	63.4% 


Probleemstelling/uitdaging 4:


Moeilijkheid met het bepalen van organisatie van een vertegenwoordiging van burgers.

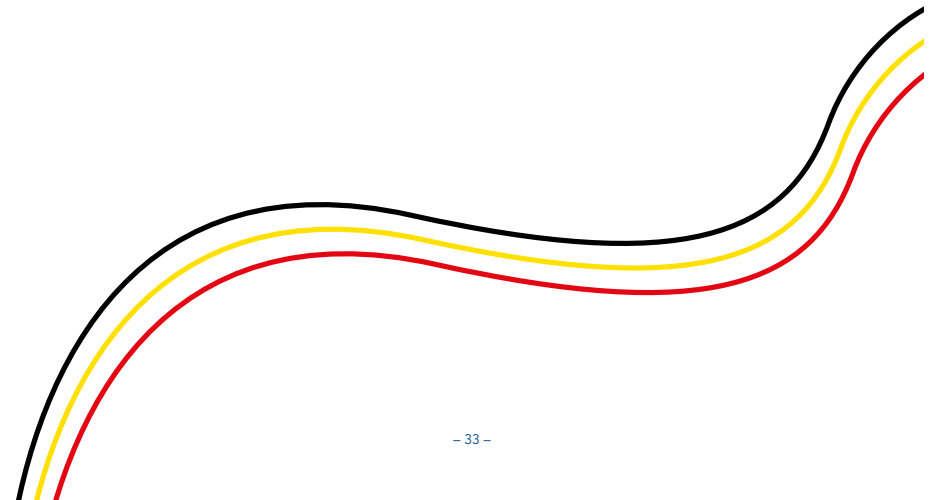
Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 a. We raden aan om een permanent Europees burgerpanel te installeren, naast verkozenen, met welbepaalde taken. Dit permanent burgerpanel wordt geregeld vernieuwd qua samenstelling. Dit zou het mogelijk maken om burgers op lange termijn bij elkaar te brengen en de tijd te nemen die nodig is voor het voeren van debatten. Tijd maakt nuance van debatten en consensusvorming mogelijk. Naast dit permanente panel debatteren ad hoc burgerpanels over de door het permanente panel gekozen onderwerpen. Wij stellen voor het model van de Duitstalige Gemeenschap te volgen.	54.8% 
b. We raden aan om slechts één of meer niet-permanente Europese burgerpanel(s) op te zetten, die alleen bijeenkomen om een bepaald onderwerp gedurende een bepaalde periode te bespreken.	58.5% 
4.2 We raden aan geen Europese burgerpanels te organiseren voor dringende kwesties, omdat er voldoende tijd nodig is om de kwaliteit van de debatten te waarborgen.	63.4% 

Probleemstelling/uitdaging 5:

Te vaak krijgen burgers die deelnemen aan participatieve democratische initiatieven, zoals burgerpanels, geen feedback over de follow-up die aan hun werk wordt gegeven, noch op korte noch op lange termijn.

Aanbevelingen	Ondersteund door
5.1 We bevelen aan om feedback te geven aan burgers over de follow-up die al dan niet is gegeven aan de aanbevelingen van de Europese burgerpanels. Indien de aanbevelingen niet worden opgevolgd, moeten de betrokken Europese instellingen hun beslissing met redenen motiveren (bv. onbevoegdheid). Hiertoe raden we aan om gedurende het hele proces van een panel interim samenvattingen op te stellen.	97.5% 

Aanbevelingen	Ondersteund door
6.1 Wij raden aan om burgerpanels voor jongeren te organiseren, ook met kinderen (bijvoorbeeld van 10 tot 16 jaar), om hen van jongs af aan bewust te maken van inspraak en debat. We kunnen die in scholen organiseren.	59.5% 



4. REFERENDA IN EUROPESE AANGELEGENHEDEN



Aanbevelingen		Ondersteund door
0.1	We bevelen aan dat men het mogelijk maakt om Europese referenda te organiseren over Europese aangelegenheden.	73.3%

Probleemstelling/uitdaging 1:

De cultuur van het referendum verschilt sterk van lidstaat tot lidstaat.

Aanbevelingen		Ondersteund door
1.1	We raden aan om onderzoek te laten doen naar hoe een gemeenschappelijke referendumcultuur in Europa te creëren.	70.7%
1.2	Wij bevelen aan dat een onafhankelijk panel onderzoekt of het opportuun is over een welbepaald thema een Europees referendum in te stellen.	77.5%

Probleemstelling/uitdaging 2:

De formulering van de vraag die in een referendum wordt gesteld, kan een schadelijke invloed hebben, net als het alleen kunnen antwoorden met 'ja' of 'nee', wat debatten en samenlevingen vaak polariseert. Ook de onderwerpkeuze is delicaat.

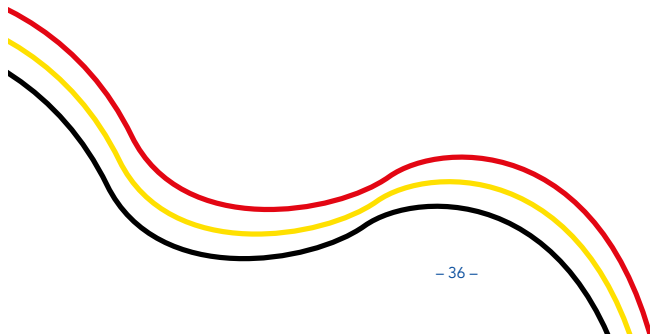
Aanbevelingen		Ondersteund door
2.1	Wij bevelen aan een wetenschappelijk comité op te richten dat belast is met na te denken over hoe de vragen die het onderwerp zouden zijn van een Europees referendum op een zo objectief mogelijke manier te stellen.	87.2%
2.2	We raden aan om meerkeuzevragen te stellen, om zo nuance aan te brengen door verder te gaan dan het eenvoudige alternatief tussen 'ja' en 'nee', of zelfs voorwaarden te verbinden aan het 'ja' en 'nee' (d.w.z. 'ja als ...', 'nee als ...').	65.0%

2.3	Wij bevelen aan om bij de berekening van een meerderheid, ongeacht haar vorm (absolute meerderheid of gewone meerderheid), geen rekening te houden met blanco stemmen. Er moeten wel voldoende stemmen worden uitgebracht (het quorum moet worden behaald).	75.0%
2.4	a. Wij bevelen aan dat een vraag die in een Europees referendum wordt gesteld, kan toebehoren tot elke Europese aangelegenheid die onder de bevoegdheden van de Europese Unie valt.	87.5%
	b. We raden aan onderwerpen uit te sluiten die een bron van conflicten tussen de lidstaten kunnen vormen.	39.0%
2.5	Wij bevelen aan dat moeilijke technische kwesties, met een heldere en duidelijke verwoording, ook mogen gesteld worden omdat mensen over de capaciteit beschikken om voldoende geïnformeerd te zijn.	77.5%

Probleemstelling/uitdaging 3:

Het referendum is geen democratisch instrument als alleen de politieke wereld kan besluiten er een te houden.

Aanbevelingen		Ondersteund door
3.1	Wij bevelen aan dat het Europees Parlement een initiatiefrecht heeft om Europese referenda te organiseren en dat het vervolgens de resultaten ervan kan uitvoeren (de Europese Commissie en de Raad moeten volgen, zonder de mogelijkheid van blokkering).	67.5%
3.2	We raden aan dat het initiatief ook van de burgers zelf kan komen (volgens bijvoorbeeld regels die vergelijkbaar zijn met die welke gelden voor het Europees burgerinitiatief).	77.5%
3.3	Wij bevelen aan dat de praktische organisatie van een Europees referendum de verantwoordelijkheid is van een neutraal orgaan.	75.0%




Probleemstelling/uitdaging 4:

Het indicatieve of bindende aspect van het referendum moet duidelijk worden gedefinieerd.

Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 a. Wij bevelen aan dat de uitslag van een Europees referendum alleen bindend is als een bepaalde participatiegraad wordt behaald.	92.7% 
b. Wij bevelen aan dat de uitslag van een referendum alleen bindend is wanneer een vooropgesteld resultaat wordt behaald (vb. 51/49, 70/30) dat per referendum vooraf wordt vastgesteld.	72.5% 
4.2 Wij bevelen aan dat de uitslag van een Europees referendum bindend is als het initiatief ervoor door burgers is genomen (die daarvoor een bepaald aantal handtekeningen hadden weten te verzamelen), maar indicatief als het initiatief door een politieke instelling is genomen.	47.5% 
4.3 Wij bevelen aan om de uitslag van een Europees referendum alleen bindend te maken voor bepaalde onderwerpen, maar niet voor onderwerpen waarvan de gevolgen van de stemming zeer ernstig kunnen zijn.	40.0% 

Probleemstelling/uitdaging 5:

Het publiek is vaak slecht geïnformeerd voordat het wordt opgeroepen om te stemmen in een referendum. Tegelijkertijd is het van cruciaal belang om de gecommuniceerde informatie te controleren om schadelijke invloeden (binnenlands of buitenlands) op de stemming te voorkomen.

Aanbevelingen	Ondersteund door
5.1 Wij bevelen aan dat de bevolking vóór een Europees referendum duidelijk wordt geïnformeerd over de impact van de uitslag van de stemming op hun dagelijks leven, door middel van brochures, zoals in Zwitserland wordt gedaan, en/of informatiesessies.	97.5% 
5.2 Wij bevelen aan om voor elk Europees referendum een wetenschappelijk comité op te richten om de neutraliteit van de meegedeelde informatie te waarborgen.	87.2% 

Probleemstelling/uitdaging 6:

Hoewel een referendum de hele bevolking uitnodigt om direct te stemmen (in tegenstelling tot het burgerpanel), is er altijd een zeker verzuim, in minder of meer belangrijke mate.

Aanbevelingen	Ondersteund door
6.1 a. Wij bevelen aan de opkomstplicht in een Europees referendum verplicht te stellen.	43.6% 
b. Wij raden aan om stemmen in een Europees referendum vrijwillig te stellen.	52.5% 
6.2 Om het verzuim terug te dringen, raden wij aan om naast stemmen op papier (of zelfs naast andere stemmiddelen, zoals stemmen per post) elektronisch stemmen toe te staan. Elektronisch stemmen is vooral interessant voor mensen die op vakantie gaan, en het moedigt ook mensen die minder geïnteresseerd zijn aan om te stemmen omdat de drempel van verplaatsing er niet langer is.	90.0% 

Probleemstelling/uitdaging 7:

Te vaak krijgen burgers die deelnemen aan participatieve democratie-initiatieven zoals referenda geen feedback over de follow-up die aan hun stem wordt gegeven, noch op korte noch op lange termijn.

Aanbevelingen	Ondersteund door
7.1 We raden aan burgers feedback te geven over het al dan niet gegeven vervolg op het besluit dat burgers via een Europees referendum hebben genomen.	92.5% 

5. BESTAANDE PARTICIPATIEVE INSTRUMENTEN

De leden van het panel stellen vast dat de bestaande participatieve instrumenten (verkiezingen, Europese Ombudsman, consultatie, Europees burgerinitiatief en petitierecht) goede instrumenten zijn die ze graag wensen te behouden, maar ze dienen hervormd te worden. Sommige instrumenten zijn niet genoeg gekend, maar ook met betrekking tot de toegankelijkheid van de instrumenten zelf zien ze mogelijkheid tot verbetering, welke terug te vinden zijn in de onderstaande aanbevelingen.

VERKIEZINGEN

Probleemstelling/uitdaging 1:

Er is een verschil in regels in de verschillende lidstaten.

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 Wij stellen voor dat er een opkomstplicht komt voor de verkiezingen van het Europees Parlement maar met voldoende informatie voor de burgers waarom dat zo is.	50.0%
1.2 Onze aanbeveling is om de regels van de verkiezingen van het Europees Parlement in alle landen op termijn zo veel mogelijk te uniformiseren, onder andere de minimumleeftijd.	87.2%

Probleemstelling/uitdaging 2:

Er is geen goede spreiding van leeftijd, achtergrond, geslacht... van de Europarlementsleden.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 a. Wij stellen voor dat er Europarlementsleden van alle (meerderjarige) leeftijden en achtergronden komen.	82.1%
b. Wij stellen voor dat de Europarlementsleden echt kiezen voor een carrière in Europa en niet enkel fin de carrière.	82.5%
c. Wij stellen voor om te streven naar een evenwichtige verdeling van alle genders op de lijsten met ritsmechanisme. De EU moet deze criteria opstellen en ze respecteren in de samenstelling volgens de quota. Indien een mandaat niet wordt opgenomen moet de kandidaat met de volgende score en met dezelfde gender dit mandaat overnemen.	82.5%
d. We bevelen aan dat de Europese verkozenen hun mandaat opnemen.	89.2%

Probleemstelling/uitdaging 3:

We stemmen voor het Europees Parlement en hebben geen inspraak over de samenstelling van de Commissie.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 We stellen voor dat er verdragswijziging komt waarbij de grootste partij van het Europees Parlement de voorzitter van de Europese Commissie mag aanduiden.	48.6%
3.2 Wij bevelen aan om de samenstelling van de Europese Commissie transparanter te laten verlopen, volgens bepaalde elementaire basisregels, zodat die samenstelling de stem van de burger reflecteert en de burger weet hoe de samenstelling gebeurd is.	88.9%

Probleemstelling/uitdaging 4:

Er is te weinig kennis over de kandidaten voor de Europese verkiezingen en hun programma evenals over de fractie waarbinnen ze zullen zitten in het Europees Parlement.

Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 Wij stellen voor dat de Europese kandidaten zich lokaal duidelijker voorstellen met hun doelstellingen en programma via verschillende kanalen (communicatie).	84.2%

EUROPESE OMBUDSMAN

Probleemstelling/uitdaging 1:

De niet-Engelstalige site heeft alleen Engelstalige informatie op de eerste twee pagina's. Dit zorgt voor een zekere drempel voor burgers die geen Engels spreken.

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 Wij stellen voor om de info op de homepage in de taal van elke burger te plaatsen, en, indien het niet mogelijk is om te vertalen, de actualiteit in het Engels elders op de site te plaatsen.	89.2%

Probleemstelling/uitdaging 2:

De Ombudsman is niet betrokken wat de sanctie en eventuele schadevergoeding voor de klager betreft.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij stellen voor dat de Ombudsman deel uitmaakt van het proces van analyse en implementatie om oplossing/sanctie/compensatie te bepalen en er een stem in heeft.	71.1%

Probleemstelling/uitdaging 3:

De wachttijd is soms erg groot om de bevestiging van de inschrijving op de site (bevestigingse-mail) te krijgen. Dit duurt soms 24 uur en demotiveert de burger die er dan niet meer mee verder gaat.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij stellen voor een systeem van onmiddellijke validatie in te voeren.	47.4%

Probleemstelling/uitdaging 4:

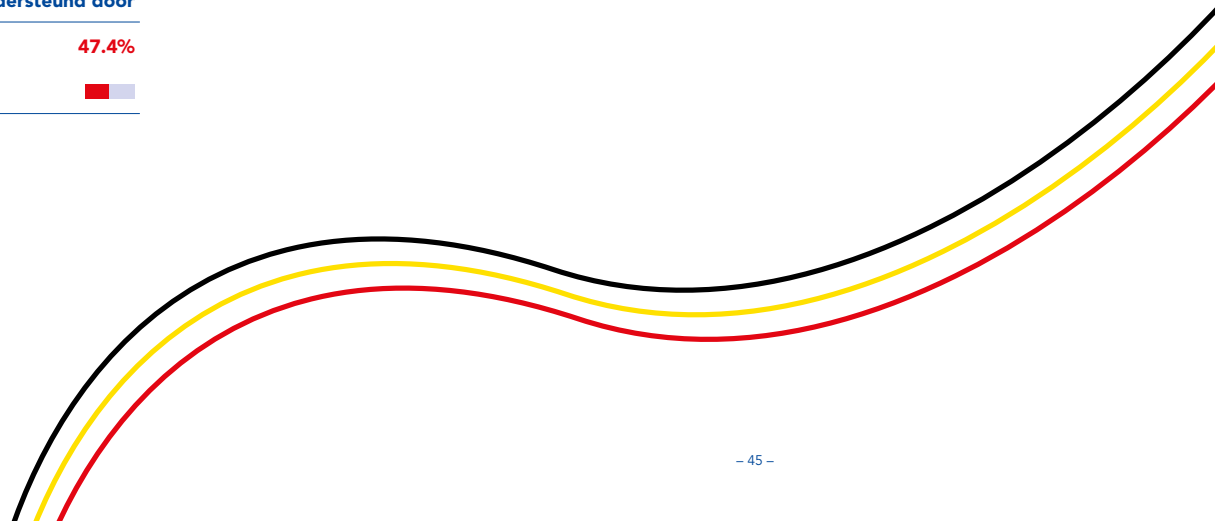
Wanneer een klacht wordt ingediend, wordt ons de vraag gesteld: hebt u alle mogelijke procedures gebruikt? De burger kent niet altijd alle procedures en kan de vraag niet beantwoorden.

Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 Wij stellen voor een link te zetten naar een eenvoudige presentatie/ uitleg van de andere procedures.	89.5%

Probleemstelling/uitdaging 5:

De website van de Ombudsman is goed gemaakt, maar heeft geen Europees imago, wat voor vragen zorgt bij de burger (ben ik op de juiste site, is deze site geloofwaardig?).


Aanbevelingen	Ondersteund door
5.1 Wij stellen voor het grafisch charter van de site te herzien en het meer in overeenstemming te brengen met dat van de EU (eerste tip: verplaats de Europese vlag naar boven). Het moet bij de eerste "klik" duidelijk zijn dat de burger zich op de site van de Ombudsman van de instellingen bevindt.	78.4%



CONSULTATIE



Probleemstelling/uitdaging 1:

De raadgegingswebsite is veranderd en de burger wordt in eerste instantie naar een verouderde site gestuurd. Je moet zoeken om het adres van de nieuwe site te vinden.

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 Wij stellen voor om de oude site te verwijderen en de nieuwe site hoger te refereren.	81.6% 


Probleemstelling/uitdaging 2:

Het stappenplan (Engels) en de adviezen (taal van de burger die ze heeft geschreven) van een raadpleging worden niet vertaald in de taal van de burger die ze leest.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij bevelen ten eerste aan dat het stappenplan in de taal van de burger wordt vertaald. Een stappenplan in het Engels belemmert burgers die geen Engels spreken om deel te nemen.	81.6% 
2.2 Wij stellen voor om een "automatische vertaling" tab/icoontje op elke standpunt te zetten, die linkt naar een open source vertaal-machine zoals google translate of deepl.	65.8% 

Probleemstelling/uitdaging 3:

Je moet je abonneren om informatie over het vervolg van het proces te kennen.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij stellen voor om informatie over het vervolg van het proces automatisch te sturen naar iedereen die een standpunt heeft geschreven, met de mogelijkheid om zich uit te schrijven.	89.5% 

Probleemstelling/uitdaging 4:

Wij weten niet of het aantal standpunten in één richting de Commissie beïnvloedt, dan wel of gelijksoortige standpunten als één worden beschouwd (weging van de standpunten of niet). Als het aantal adviezen in één richting opgesomd wordt, maken wij ons zorgen over het belang van lobbyisten/activisten/grote bedrijven in de consultatie en dus in de acties die de EU onderneemt ten opzichte van de stem van burger/NGO's.

Aanbevelingen

Ondersteund door


4.1 Wij bevelen aan dat hierover duidelijke informatie op de site moet komen.	81.6% 
4.2 Als het aantal adviezen in één richting van invloed is, bevelen wij aan een systeem in te voeren om lobbyisten/activisten/grote bedrijven... eruit te filteren, zodat zij geen overwicht krijgen.	60.5% 
4.3 Wij stellen voor om een artificiële intelligentie programma op te zetten die de verschillende meningen rangschikt en de pro en contra optelt.	47.4% 
4.4 Wij stellen voor om ontmoetingen tussen burgers en (activistische) verenigingen te organiseren: plaatsen hebben waar de burgers hun mening kunnen geven, in de vorm van "Europahuizen" die kunnen helpen om de mening van de burgers op Europees niveau te verspreiden. Dit op verschillende locaties en op lokaal niveau.	62.2% 

Probleemstelling/uitdaging 5:

Het standpuntformulier is niet duidelijk: er is een open vraag, en een vragenlijst. Wat is de rol van elk document, wat moet er worden ingevuld?

Aanbevelingen

Ondersteund door


5.1 Deze informatie verduidelijken op de website.	81.6% 
---	--

Probleemstelling/uitdaging 6:

Er zijn te veel niveaus van competenties wat betreft de instrumenten.

Aanbevelingen


Ondersteund door

6.1 Wij stellen voor om een dispatchingcentrum op te zetten waar verzoeken naar het juiste beslissingsniveau kunnen worden doorgestuurd.	78.9% 
--	--

EUROPEES BURGERINITIATIEF


Probleemstelling/uitdaging 1:

Burgers die geen internet hebben kunnen moeilijker bereikt worden.

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 Wij stellen voor dat lokale instanties of bibliotheken, die onafhankelijk zijn van de overheid, mee betrokken kunnen worden in het verspreiden van het initiatief en het verzamelen van de handtekeningen. Dit zowel elektronisch als op papier. De EU zou dit netwerk per land moeten inventariseren en ter beschikking stellen van de initiatiefnemende burgers.	71.1% 



Probleemstelling/uitdaging 2:

Het aantal landen waaruit handtekeningen verzameld moeten worden is te laag om voldoende draagvlak te hebben.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij stellen voor om het aantal landen van waaruit handtekeningen verzameld worden uit te breiden naar 13 landen om een groter draagvlak te hebben voor het voorstel. Het aantal handtekeningen moet proportioneel ten opzichte van het inwonersaantal worden gerespecteerd.	64.9% 


Probleemstelling/uitdaging 3:

De kostprijs en de inspanningen om de handtekeningen te verzamelen is hoog.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Wij stellen voor dat er een financiering komt vanuit de EU om deze initiatieven te ondersteunen.	71.1% 
3.2 Wij stellen voor dat er een orgaan ter beschikking wordt gesteld dat de coördinatie tussen de verschillende landen faciliteert.	75.7% 

Probleemstelling/uitdaging 4:

De procedure is complex voor de burgers.

Aanbevelingen	Ondersteund door
4.1 Wij stellen voor om een helpdesk op te richten om de burgers te helpen bij het afronden van procedures.	83.8% 

Probleemstelling/uitdaging 5:

Het is onduidelijk wat het resultaat van het burgerinitiatief is.

Aanbevelingen	Ondersteund door
5.1 De Europese Commissie verplichten het voorstel te bespreken en aan de follow-up ervan te werken, en niet alleen te antwoorden en de ontvangst ervan te bevestigen. Indien de Commissie besluit geen gevolg te geven aan het voorstel, dient zij te motiveren waarom.	100.0% 
5.2 Wanneer een Europees burgerinitiatief wordt ontvangen, een raadpleging van de burgers rond deze suggestie organiseren om hun mening over het burgerinitiatief te vragen voordat de Commissie er gevolg aan geeft. Zo kan worden voorkomen dat er alleen extreme meningen/stemmen voor het initiatief zijn en het is ook om de mening van mensen die niet hebben getekend te kunnen krijgen. Als alle burgers hun mening geven, zal de suggestie ook meer gewicht in de schaal leggen op EU-niveau en bij de follow-up.	55.3% 

PETITIERECHT

Probleemstelling/uitdaging 1:

De Europese Commissie heeft de eindbeslissing, men heeft geen zekerheid over de uitkomst.

Aanbevelingen	Ondersteund door
1.1 De aanbeveling van het Europees Parlement moet gevolgd worden door de Commissie.	81.1% 


Probleemstelling/uitdaging 2:

Er is weinig transparantie over proces en de motivatie van de beslissing.

Aanbevelingen	Ondersteund door
2.1 Wij stellen voor om diegene die de petitie neerlegt op geregelde tijdstippen op de hoogte te houden van het verloop en de beslissingen. Ook de eindconclusie moet gemotiveerd worden.	94.4% 

Probleemstelling/uitdaging 3:

Het is moeilijk voor burgers om de nood aan nieuwe wetgeving aan te kaarten.

Aanbevelingen	Ondersteund door
3.1 Onze aanbeveling is om een petitie ook te gebruiken als instrument om nood aan nieuwe wetgeving aan te kaarten.	78.4% 

BIJLAGEN

Annex 1: Overzicht medewerkers

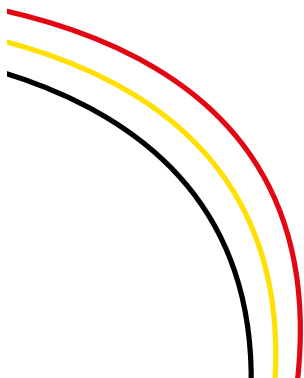
Glassroots is een consulting bedrijf dat verandering faciliteert door interne en externe stakeholders te betrekken en ecosystemen te bouwen tussen bedrijven en organisaties. Als specialist in innovatieve democratische systemen heeft Glassroots praktijkervaring in het verbinden van burgers met beleid door middel van participatieve democratie. De opdrachtgevers van Glassroots zijn bedrijven, overheden, politieke partijen, kennisinstellingen en organisaties. Glassroots wordt geleid door Cato Léonard, die ook de oprichter is en keynote speeches geeft over stakeholder engagement en burgerparticipatie. Naast strategische begeleiding voor bedrijven, overheden, politieke partijen en organisaties, biedt Glassroots volgende diensten met betrekking tot deliberatieve democratie: process design, methodologie, loting, uitvoering en moderatie.

Medewerkers:

- Cato Léonard - CEO
- Mieck Vos - Strategisch adviseur
- Sophie Devillers - Strategisch adviseur
- Ariane Molderez - Moderator
- An Van Damme - Moderator
- Arsenia Corcoba Santamaria - Moderator
- Rania Bounasser - Student - medewerker
- Lauriane Cornu - Student - medewerker
- Mélanie Atieh - Student - medewerker
- Louise Nicola - Student - medewerker
- Paul Toadar - Student - medewerker

iVOX is een interactief onderzoek- en marketingbureau uit Leuven. iVOX is gespecialiseerd in het slaan van de brug tussen onderzoek en marketing, tussen merken en consumenten, tussen tools en doelen, tussen burgers en overheid, tussen media en content, ... Centraal in de werking staat daarbij het iVOX panel: het grootste online panel van België met 150.000 leden. Jaarlijks worden meer dan 1000 onderzoeken uitgevoerd en worden antwoorden van meer dan 1 miljoen Belgen verzameld, geanalyseerd en gebruikt als input voor communicatie, marketing en strategiebeoordeling van meer dan 300 klanten.

Egmont – Het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen is een onafhankelijke denktank gevestigd in Brussel. Haar interdisciplinair onderzoek wordt uitgevoerd in een geest van totale academische vrijheid. Op basis van de expertise van haar eigen research fellows, maar ook van externe specialisten, zowel Belgische als buitenlandse, biedt het analyse- en beleidsoplossingen die bedoeld zijn om zo operationeel mogelijk te zijn.



Medewerkers:

- Jean-Louis De Brouwer – Director European Affairs Programme
- François Roux – Senior Advisor
- Marcel Muraille – Research Fellow
- Guillaume Van der Loo – Research Fellow
- Francesca Colli – Associate Fellow
- Benjamin Bodson – Associate Fellow
- Ward Den Dooven – Research Trainee

Ministerie van Buitenlandse Zaken:

- Hendrik Van de Velde: Coördinator voor de Conferentie over de Toekomst van Europa
- Elvine Miala: Bernheim Attaché voor de Belgische oefening voor de Conferentie over de Toekomst van Europa

Experten:

- Rob Heirbaut is als politiek journalist Europakenner bij de nieuwsdienst van VRT. Hij volgt zowel het Europees Parlement, de Commissie, de Raad als de Europese toppen.
- Annick Capelle is journaliste en hoofdredacteur Pôle Europe bij de RTBF.
- Maaïke Geuens is docent en cursuscoördinator aan de Universiteit van Tilburg bij de afdeling Publiekrecht en Bestuur. Ze voltooide haar doctoraat dat zich richtte op het Europees burgerinitiatief en de impact ervan op het democratisch functioneren van de Europese Unie in mei 2021. Zij doet onderzoek naar Europees recht en vergelijkend staatsrecht.
- Peter Van Aelst is onderzoeksprofessor politieke wetenschappen aan de Universiteit Antwerpen en stichtend lid van de onderzoeksgroep 'Media, Middenveld en Politiek' (M2P). Hij is gespecialiseerd in politieke communicatie.

Annex 2: Score-overzicht subtopics

Subthema	Stemmen	Oorspronkelijke groep
COMMUNICATIE: WAT	139	
<i>Waarom/Doel</i>		
Europees leiderschap: doen geloven in de EU	22	4
Interesse bij de burgers voor Europese vraagstukken opwekken	11	2
Europe concreet/tastbaar maken voor de burger	22	4
Europees "chauvinisme" creëren	0	1
Burgerschap en geschiedenis onderwijs: Verbeteren van de kennis van de historiek van Europa met als doel betrokkenheid te vergroten en negatieve discours te doorbreken	17	5
<i>Waarover</i>		
Europese identiteit (onze waarden, ...)	9	3
Communicatie en vulgarisatie (zowel met betrekking tot de participatieprocessen in de EU als met betrekking tot de werking van de EU, en de rol die burgers er kunnen hebben)	16	2
Onderwijs (voor alle generaties maar vooral voor de jongeren): sensibilisatie	38	4
Onderwijs	4	1
Communiceren met betrekking tot wat onze staat doet in de EU en over alle andere lidstaten	0	2
Burgerschap en geschiedenis onderwijs: Verbeteren van de kennis van de historiek van Europa met als doel betrokkenheid te vergroten en negatieve discours te doorbreken		5
Toegang tot informatie met betrekking tot de bestaande participatieprocessen	0	3

COMMUNICATIE: HOE	122	
Naar wie		
Communicatie en zichtbaarheid over wat Europa doet, de betrokkenheid in Europa naar verschillende doelgroepen: inclusiviteit, diversiteit, regionale eigenheid: hoe kunnen we Europa meer verstaanbaar maken, en door welke kanalen?	18	5
Hoe/kanaal en boodschap		
Communicatie en zichtbaarheid over wat Europa doet, de betrokkenheid in Europa naar verschillende doelgroepen: inclusiviteit, diversiteit, regionale eigenheid: hoe kunnen we Europa meer verstaanbaar maken, en door welke kanalen?		5
Communicatie en vulgarisatie (zowel met betrekking tot de participatieprocessen in de EU als met betrekking tot de werking van de EU, en de rol die burgers er kunnen hebben)	16	2
Proactieve, heldere, enthousiasmerende communicatie, incl. succesverhalen	17	1
De informatiedoorstroom van Europa naar de burger verbeteren	6	1
Meer educatieve communicatie van verkozenen	0	2
Eigen Europees social network	0	1
Communicatie en media	0	3
Burgerschap en geschiedenis onderwijs: Verbeteren van de kennis van de historiek van Europa met als doel betrokkenheid te vergroten en negatieve discours te doorbreken	17	5
Transparantie in de opvolging van processen: weten wie beslist en wat ze beslissen	3	2
Meer transparantie over de verschillende processen	3	5
Onderwijs (voor alle generaties maar vooral voor de jongeren): sensibilisatie	38	4
Onderwijs	4	1

DESINFORMATIE	49	
Desinformatie, fake news, (buitenlandse) inmenging	11	5
Informatie tegen desinformatie	32	4
Preventie van desinformatie	6	1
NIEUWE INSTRUMENTEN		
Burgerpanels		
Evalueren en aanbevelingen over verschillende bestaande en voorstellen van instrumenten voor burgers te betrekken. + aanbevelingen over de verschillende niveaus waar het gebruikt kan worden: referenda, burgerpanels, permanente vertegenwoordiging van burgers	17	5
Toelaten aan burgers deel te nemen in de meest dringende maatregelen (bv. Relancemaatregelen, ontwikkelen van snellere tools die participatie aanmoedigen)		4
Iedereen kans geven om betrokken te zijn: alle leeftijden, minderheden...		1
Doorlopend, regionaal georganiseerd "burgerparlement" (cfr. Ost-Belgien)	3	1
Digitale kloof - hoe deze verminderen om online participatie mogelijk te maken		2
Referenda		
Directe democratie	3	3
Europees referendum	11	2
Evalueren en aanbevelingen over verschillende bestaande en voorstellen van instrumenten voor burgers te betrekken. + aanbevelingen over de verschillende niveaus waar het gebruikt kan worden: referenda, burgerpanels, permanente vertegenwoordiging van burgers		5
Toelaten aan burgers deel te nemen in de meest dringende maatregelen (bv. Relancemaatregelen, ontwikkelen van snellere tools die participatie bevorderen)	20	4

Iedereen kans geven om betrokken te zijn: alle leeftijden, minderheden, ...	2	1
Europese referenda mogelijk maken	1	1
Digitale kloof - hoe deze verminderen om online participatie mogelijk te maken	3	2
BESTAANDE INSTRUMENTEN	36	
Verkiezingen - opkomstplicht	4	2
Burgers bijstaan in participatie: petitie, ...	2	2
Vereenvoudiging en toegankelijker maken van instrumenten voor de burger (incl. EU instellingen vereenvoudigen)	18	1
Digitale kloof - hoe deze verminderen om online participatie mogelijk te maken	3	2
Democratischere werking van de Europese instellingen	9	2
ANDERE SUBTHEMA'S		
Uitbreiding (nieuwe lidstaten): op welke voorwaarden	0	3
Voorraad en productie (EU georganiseerd/niet afhankelijk van andere continenten)	2	3
Economie	7	3
Sociaal (huisvesting, armoede, ...)	15	3
Klimaat en ecologie	17	3
Onderwijs (erkenning van diploma's, inhoud van opleidingen, ...)	0	3



Conferentie over
de toekomst
van Europa



KONINKRIJK BELGIË
Federale Overheidsdienst
Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking